1981-1982

Rapport annuel

Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Office de planification et de développement du Québec

Manuscrit:
Office de planification
et de développement du Québec

Publication réalisée
à la Direction générale
des publications gouvernementales
du ministère des Communications

Photographies de la couverture:
Ministère des Communications du Québec

Dépôt légal — 2e trimestre 1983
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN-2-550-02851-1
ISSN-0708-4536

© Éditeur officiel du Québec

1981-1982

Rapport annuel

Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Office de planification et de développement du Québec

Québec, juin 1982

Monsieur Claude Vaillancourt
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
Québec (Québec)

Monsieur le Président,

En tant que responsable de l'Office de planification et de développement du Québec, j'ai le plaisir de vous présenter le rapport annuel de cet organisme pour l'année financière 1981-1982.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre d'État à l'Aménagement

François Gendron

Québec, juin 1982

Monsieur François Gendron
Ministre d'État à l'Aménagement
Gouvernement du Québec
Hôtel du gouvernement
Québec (Québec)

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec pour l'année financière 1981-1982.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président-directeur général
par intérim

Jacques Gagnon

Table des matières

Introduction 1

Présentation de l'OPDQ 5

a) Mandat 5
b) Organisation 5
c) Personnel 7

Activités 11

A. Activités de développement régional. 11
B. Activités des directions régionales... 13
a) Est du Québec 13
b) Saguenay — Lac Saint-Jean.... 14
c) Québec 15
d) Mauricie — Bois-Francs 17
e) Estrie 18
f) Montréal 19
— Laurentides — De Lanaudière 20
— Montréal-Centre 20
— Montérégie 21
g) Outaouais 22
h) Abitibi — Témiscamingue 22
i) Côte-Nord 23
j) Nouveau-Québec 25
C. Activités de négociation et de gestion des ententes 25
D. Activités de planification 28
a) Études et recherches 28
— mandat général 28
— mandats spécifiques 28
— principales réalisations 28
b) Activité spéciale sur le développement du Saint-Laurent 39
E. Activités d'administration 39
a) Gestion des ressources financières 39
— Équipements et fournitures... 39
— Contrôle des budgets et dépenses 40
— Perception et comptabilisation des revenus 40
— Programme expérimental de création d'emplois communautaires 40
b) Gestion des ressources humaines 40
c) Gestion des projets spéciaux ... 41
F. Activités de consultation et de communication 42
a) La consultation 42
b) Les communications 43
G. Budget 45

Annexe 49
Publications de l'OPDQ 51

Introduction

L'année financière 1981-1982 a été marquée, à la demande du Conseil des ministres, par la réflexion de la Corporation de l'Office sur le rôle, les mandats et les fonctions de l'OPDQ.

Cette Corporation était composée, outre le précédent président-directeur général, M. Hugues Morrissette, du secrétaire général du Conseil exécutif, M. Louis Bernard, des secrétaires généraux associés, MM. Guy Rocher, Yvon Tremblay et Jean Vézina et du sous-ministre des Affaires intergouvernementales, M. Robert Normand.

Leur mémoire et quelques autres ont servi au gouvernement pour arrêter la décision que celui-ci a fait connaître au mois de mars. Cette décision, devenue effective au 1er avril, peut se résumer par les points suivants:

— nomination du ministre d'État à l'Aménagement comme ministre responsable de l'Office de planification et de développement du Québec;

— détachement administratif de la Direction générale de la planification, qui est placée sous l'autorité du ministre d'État au développement économique;

— identification de nouveaux mandats pour l'Office comme la participation aux travaux du Comité ministériel sur la décentralisation;

— maintien de l'administration des ententes Canada-Québec de même que des projets spécifiques qui sont actuellement sous sa responsabilité;

— évaluation des mandats, programmes, effectifs, budgets et de la Loi de l'Office.

Dans la foulée de ces activités, mentionnons que l'OPDQ a réalisé plusieurs opérations dont la signature de l'entente sur la Société Inter-Port de Québec et la poursuite des travaux pour l'organisation à Québec du Colloque international sur le système Grands Lacs — Saint-Laurent.

L'un des outils dont dispose l'OPDQ pour intervenir au plan du développement régional est le Fonds de développement régional. Celui-ci a, pour cette année, contribué à 72 projets pour un financement de l'ordre de 14,1 M $.

Quant au succès remporté par le Programme expérimental de création d'emplois communautaires depuis sa mise sur pied en octobre 1977, il s'est poursuivi cette année. Des subventions de l'ordre de 13 M $ ont permis la création de 3 137 emplois permanents et occasionnels répartis dans 209 projets.

La Direction de la planification, en plus de réaliser de nombreuses études, a publié «L'économie du Québec dans les années '80».

Présentation de l'Office de planification et de développement du Québec

A- Mandat

L'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) existe sous sa forme actuelle depuis 1969. Il a succédé à l'Office de planification du Québec, créé en 1968, et au Conseil d'orientation économique (1961-1968).

La Loi de l'Office de planification et de développement du Québec (L.R.Q., c. 0-3) lui confère les fonctions et pouvoirs suivants:

— préparer pour le compte du gouvernement des plans, programmes et projets de développement économique et social et d'aménagement du territoire en vue de la meilleure utilisation des ressources économiques et humaines et en tenant compte des particularités des régions du Québec;

— obtenir des ministères et organismes du gouvernement les renseignements concernant leurs politiques, leurs programmes, leurs projets et leurs réalisations ainsi que toute autre donnée statistique ou renseignement qu'il juge nécessaire ou utile à la poursuite de ses fins;

— exécuter ou faire exécuter, pour les fins prévues aux paragraphes précédents, des recherches, études, enquêtes et inventaires;

— coordonner les recherches, études, enquêtes et inventaires qui sont faits par d'autres ministères et organismes du gouvernement;

— donner des avis au gouvernement sur les politiques et programmes élaborés par les ministères et organismes du gouvernement en vue d'en favoriser l'harmonisation;

— faire des recommandations au gouvernement pour toute question sur laquelle il a exécuté des recherches, études, enquêtes ou inventaires;

— agir comme agent de liaison entre les ministères et organismes du gouvernement dans la mise en oeuvre des plans, programmes et projets de développement économique et social qui intéressent plusieurs ministères ou organismes du gouvernement et qui lui sont indiqués par le lieutenant-gouverneur en conseil;

— assumer la direction et assurer l'exécution de tout plan, programme ou projet de développement économique et social, y compris de tout plan, programme ou projet d'aménagement rural et de développement agricole, dont la réalisation lui est confiée par le lieutenant-gouverneur en conseil;

— administrer les fonds qui lui sont confiés aux fins d'exercer les fonctions et pouvoirs prévus au paragraphe précédent et d'en disposer de la façon indiquée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Avec la création des ministères d'État, dont la fonction est d'orienter les priorités d'intervention gouvernementale dans les secteurs liés à l'aménagement du territoire, au développement culturel, social et économique, l'Office a été appelé à collaborer étroitement avec eux mettant à contribution les connaissances dont il dispose.

B- Organisation

Tout au long de l'année financière 1981-1982, l'OPDQ fut placé sous la responsabilité administrative du Premier ministre. Toutefois, le ministre d'État à l'Aménagement était responsable du programme du Fonds de développement régional et le ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu était

le responsable du Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC) administré par l'OPDQ.

Pour remplir son mandat, l'Office de planification et de développement du Québec est composé d'un secrétariat général et de quatre directions générales, soit la Direction générale de la planification, la Direction générale du développement, la Direction générale des ententes et la Direction générale de l'administration.

1. Secrétariat général

Le Secrétariat général est le coordonnateur des interventions de l'OPDQ avec ses principaux agents tant ministériels ou privés qu'avec les organismes qui gravitent autour de l'Office. Il est notamment responsable de la consultation auprès d'organismes volontaires tels les Conseils régionaux de développement associés du Québec (CRDAQ), et assure le lien avec ces derniers.

Le Service des communications de l'Office est sous l'autorité hiérarchique du Secrétariat général. Ainsi, ce service assume les activités générales de communications internes et externes de l'OPDQ, voit à l'édition, à la production et aux lancements de ses études et recherches et maintient des relations avec la presse et différents ministères. Le Service des communications a aussi la responsabilité des services auxiliaires, telles la cartographie, la bibliothèque, la documentation et la messagerie.

2. Direction générale de la planification

La Direction générale de la planification a le mandat d'assurer une fonction de support technique et de conseil auprès des organismes du Conseil exécutif et des autres directions générales de l'Office.

Ce mandat se concrétise par la réalisation de travaux d'étude et de recherche de divers types (analyse, synthèse, prévision, évaluation, etc.) sur des questions, problèmes ou thèmes qui ont un caractère intersectoriel et qui présentent un intérêt particulier en regard des préoccupations des organismes centraux.

3. Direction générale du développement régional

La Direction générale du développement a le mandat de préparer à moyen terme des orientations de développement pour chaque région administrative du Québec, de coordonner la réalisation d'un certain nombre de projets spécifiques de développement régional, d'assurer, par le biais des conférences administratives régionales, la concertation et la coordination des interventions gouvernementales en région, de favoriser les organismes du milieu, ainsi que la participation des citoyens et des groupes dans leur devenir individuel et collectif.

Pour faciliter ce mandat, l'Office est présent depuis plusieurs années dans toutes les régions du Québec. Cette structure déconcentrée est dotée de sept délégations régionales et de deux directions régionales, l'une à Québec et l'autre à Montréal. Cette dernière a des bureaux oeuvrant dans les sous-régions de Laurentides-Lanaudière, de Montérégie et de Montréal-centre.

4. Direction générale des ententes

Cette direction a le mandat de préparer et de définir les contenus des ententes Canada-Québec, de les négocier avec le ministère de l'Expansion économique régionale du Canada (MEER), et d'en assurer le suivi. Il va sans dire que ce travail de coordination comporte des relations avec la majorité des ministères sectoriels québécois qui possèdent la compétence technique pour la réalisation de l'entente. Enfin, cette direction générale doit faire l'évaluation de ces ententes pour en connaître l'impact véritable sur le développement économique du Québec.

5. Direction générale de l'administration

La Direction générale de l'administration fournit à l'Office des services de conseil et de soutien technique sur le plan administratif dans les domaines des ressources humaines et matérielles ainsi que des règles et pratiques administratives. Elle comprenait en 1981-1982, le Service du personnel, le Service des finances, le Service des projets spéciaux.

Enfin, dans le cadre du Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC), le directeur du Service des finances est le vice-président exécutif du comité directeur.

C- Personnel

À la fin de l'année budgétaire 1981-1982, l'Office comptait 190 employés permanents répartis dans toutes les régions du Québec et représentant les catégories suivantes:

Catégories d'employés	Employés permanents
Hors cadre	1
Cadres supérieurs	45
Professionnels	76
Agent de maîtrise	1
Techniciens et assimilés	16
Employés de bureau et assimilés	50
Ouvrier	1
Total	**190**

L'Office a également eu recours aux services de 143 employés occasionnels totalisant 35 personnes/année dans le cadre du Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC), et 49 personnes/année pour réaliser des études ou mandats spécifiques.

Activités

A.- Activités de développement régional

Dans une perspective de développement harmonieux des potentiels régionaux, la Direction générale du développement a continué à s'associer, au cours de l'année financière 1981-82, au cheminement efficace d'un bon nombre de dossiers socio-économiques d'importance. Pour la planification et l'exécution de ses interventions, la direction générale dispose de bureaux répartis dans toutes les régions administratives du Québec, à l'exception du Nouveau-Québec. Par ailleurs, cette présence régionale est appuyée par deux équipes au siège social, l'une chargée de l'administration du Fonds de développement régional et l'autre, affectée aux analyses de politiques régionales.

La direction générale du développement administre, avec le concours des Conférences administratives régionales, deux sources de financement de projets régionaux, dont l'un, le Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC), constitue une aide directe à la création et à l'expansion d'entreprises et à la création d'emplois. La direction générale assume aussi la gestion du Fonds de développement régional qui, lui, contribue à la mise en oeuvre de projets régionaux dont les dossiers soumis pour financement proviennent généralement des bureaux régionaux. En 1981-1982, le budget du Fonds était de 37,7 M $, ce qui comprenait une somme de 15,0 M $ destinée aux équipements de transport dans la région de Montréal et 6,9 M $ à l'intention des bibliothèques municipales. Un montant de 15,8 M $ était ainsi disponible pour le financement de projets dans les diverses régions du Québec et 14,1 M $ ont été affectés à cette fin comme en témoigne la répartition régionale des dépenses illustrée dans le tableau suivant:

Fonds de développement régional

Régions	Budget affecté	Nombre de projets
01 Est du Québec	2 042 518 $	15
02 Saguenay — Lac St-Jean	639 228	6
03 Québec	336 020	6
04 Mauricie — Bois-Francs	406 614	5
05 Estrie	280 300	5
06 Montréal Centre	1 655 950	3
06 Montréal Sud	113 500	2
06 Montréal Nord	603 756	4
07 Outaouais	407 800	6
08 Abitibi — Témiscamingue	804 610	5
09 Côte-Nord	6 795 384	14
10 Nouveau-Québec	24 748	1
Total	**14 110 428 $**	**72**

D'autre part, la tâche du groupe des politiques régionales est axée principalement sur l'élaboration de politiques, l'analyse des différents dossiers soumis à la Direction du développement et l'assistance aux délégations régionales. Le groupe a été chargé, entre autres, de l'étude des dossiers suivants, résumés sous la forme d'un tableau:

Titre du projet	Objectifs	Activités
Une évaluation des conférences administratives régionales (CAR)	Faire le point sur le fonctionnement des CAR et proposer les mesures nécessaires à leur revitalisation dans le cadre actuel de décentralisation et de déconcentration administratives.	— Le rapport-synthèse est complété.
Centre d'aide à la PME	Assister les expériences régionales de regroupements d'entrepreneurs qui visent à se donner des services en commun et à utiliser pleinement les ressources humaines et physiques de leur milieu.	— Financement pour trois ans de la Maison régionale de l'industrie de l'Estrie.
Réalisation de bilans régionaux	Présenter à la fin de chaque année un rapport comprenant un état de la situation de chaque région ainsi que des perspectives pour l'année suivante.	— Préparation du canevas qui contiendrait les données privilégiées.
Une mise à jour des orientations régionales	Actualiser le document réalisé antérieurement pour chacune des régions du Québec en 1979.	— Mise à jour des données. Ce travail se terminera avec la publication des données du recensement de 1981.
Les migrations inter-régionales	Participer à l'élaboration d'une politique entourant les migrations à l'intérieur du Québec.	— Réalisation d'une banque de données sur ce sujet. — Constitution d'indices sur le développement régional.
Le développement du tourisme du Témiscamingue	Élaborer une problématique du développement du Témiscamingue où le secteur du tourisme est un complément aux activités existantes.	— Inventaires des activités — Problématique — Élaboration d'une stratégie de développement liée aux activités de récréation et de tourisme.
L'implantation d'un port méthanier à Gros-Cacouna	Expliquer les avantages socio-économiques de Rivière-du-Loup — Cacouna en tant que site d'un terminal méthanier.	— Réalisation d'un texte qui sera soumis à l'Office National de l'Énergie (ONE), lors des audiences s'y référant.
Collaboration à la réalisation de missions de développement	Avec les intervenants du milieu et les principaux ministères impliqués, assurer la préparation de telles missions et leur suivi.	a) Assistance technique — MRC Drummond — Isle Verte — Aménagement des rives du Lac Saint-Jean b) Suivi — Mission Basse-Côte-Nord.
Le financement des organismes de développement	Rationalisation de l'aide financière gouvernementale aux organismes locaux de développement.	— Effectuer un inventaire des organismes locaux de développement dont le financement dépend en tout ou en partie du gouvernement.

B.- Activités des directions régionales

Une bonne part des activités de l'OPDQ est reliée à une intervention directe en région. Pour cette raison, la majorité des effectifs de la Direction générale du développement est affectée en région et assume, au sein des bureaux régionaux, un éventail de fonctions qui va de l'identification de priorités de développement au financement de projets spécifiques, par l'entremise du Fonds de développement régional et du Programme expérimental de création d'emplois communautaires. Avec l'appui des Conférences administratives régionales, ces bureaux accordent aussi une attention particulière à la concertation interministérielle et à la coordination des activités gouvernementales en région.

a) L'Est du Québec

Au cours de l'année, le bureau de l'Est du Québec a contribué à la réalisation de plusieurs projets importants. Concrètement, le Fonds de développement régional est intervenu pour plus de deux millions de dollars dans la région. Les principaux projets qui ont été appuyés financièrement sont les suivants:

1. Programme de développement polyvalent des ressources des unités des Basques et de la Neigette (1976-1982) (1 075 000 $)

À sa cinquième et dernière année, ce programme voué à la consolidation de la population rurale du territoire, a permis la réalisation des projets suivants:

— centre éducatif forestier de Macpès

— relance agricole et travaux sylvicoles

— acquisition de chalets (réserve Duchénier)

2. Expérimentation et mise en opération de machinerie forestière (200 000 $)

Afin d'augmenter le niveau de reboisement annuel au Québec, le ministère de l'Énergie et des Ressources a mis de l'avant un programme d'aménagement intensif de la forêt publique, en collaboration avec l'OPDQ. Le programme défraie les coûts d'acquisition, de location ou de modification de la machinerie nécessaire. Il s'agit là d'un effort spécial consenti dans le secteur forestier, la ressource renouvelable la plus importante de la région.

3. Restauration et mise en valeur des bâtiments historiques de Paspébiac (200 000 $)

Le ministère des Affaires culturelles et l'OPDQ se sont associés au Comité de sauvegarde des bâtiments historiques de Paspébiac et à la municipalité qui, depuis cinq ans, travaillent à réaliser la restauration et la mise en valeur de ces bâtiments datant de l'époque de la conquête de la Nouvelle-France.

Il s'agit là d'une première expérience d'écomusée au Québec; les locaux deviendront un lieu d'animation, d'éducation, de culture, de vente de produits d'artisanat local et d'attraction touristique.

4. Transport de brebis (117 522 $)

La subvention visait à appuyer la réalisation d'un complexe d'élevage ovin par l'importation de femelles de reproduction de qualité, nécessaires pour accroître la productivité et restructurer l'élevage.

5. Expérimentation de récupération de la biomasse forestière (100 000 $)

Le Syndicat des producteurs de bois du Bas Saint-Laurent et le ministère de l'Énergie et des Ressources (MER) ont procédé à l'expérimentation de la récupération de la biomasse forestière. Il s'agit d'une des solutions pour utiliser rationnellement la matière ligneuse dans une région où elle est dispersée alors que son exploitation et sa transformation fournissent plus de 40% de la valeur ajoutée régionale.

Des subventions du FDR ont aussi été consenties pour les projets suivants:

— Continuité de l'expérience-pilote mise en marche par le gouvernement du Québec en

1979: schémas d'aménagement des conseils de comté de Matapédia et des Îles-de-la-Madeleine (96 039 $);

— Camp musical de Saint-Alexandre (89 656 $);

— Rues municipales de Percé (75 000 $: seconde tranche)

— Étude comparative des sites de Gros-Cacouna et de Melford (33 800 $);

— Travaux sommaires de réparations de la route Murdochville/Grande-Vallée (30 000 $).

Le comité d'approbation des projets du Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC) a traité plus de 60 dossiers dont 16 projets ont été acceptés pour un montant de subventions de 810 000 $. Ces projets ont généré des investissements de 4 182 000 $ (dont une mise de fonds de 900 000 $) et la création de 194 emplois.

Activités de coordination

Le bureau régional a assuré la coordination de nombreux comités interministériels dont:

— la Conférence administrative régionale et ses sous-comités, tels la Mission aménagement, la Mission socio-culturelle et la Mission économique;

— le groupe de travail sur les Îles-de-la-Madeleine;

— le comité de consultation sur les projets de transport d'énergie;

— le comité de consultation sur le développement économique en milieux urbain et rural.

Le personnel du bureau, a aussi été présent dans divers autres comités et groupes de travail tels:

— le comité pour le développement économique et rural de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (DERGIM);

— le comité des Centres de pêche;

— le comité de la biomasse du Syndicat des producteurs de bois du Bas-St-Laurent;

— le Centre d'interprétation scientifique du Témiscouata;

— le comité de travail pour l'étude des algues marines.

De plus, par sa participation aux différents ateliers, le bureau de l'Est collabore activement aux travaux de préparation du Sommet économique de la circonscription électorale de Rimouski qui doit se tenir à l'automne 1982.

Études, recherches et documents gouvernementaux

— Mise à jour des indices de marginalité de Métra Consultants Ltée

— Évaluation de l'impact d'un laboratoire d'oncohématologie à Rimouski

— Problématique et orientations de développement de l'Isle Verte

— Pêche commerciale du homard en Gaspésie de 1975 à 1981; étude sur le homard évoluant dans les fonds de laminaires marins dans la Baie des Chaleurs

— Étude des retombées socio-économiques d'une liaison maritime entre la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine

— Impact économique du Parc du Bic

— Politique d'intervention financière pour les organismes de développement économique en milieu rural.

b) Le Saguenay — Lac Saint-Jean

Dans le but de rationaliser le plus possible ses travaux, la Conférence administrative régionale a fonctionné par comités sectoriels ou comités ad hoc ne tenant, pour ses membres, que des réunions d'information selon les besoins. Cette nouvelle approche a favorisé l'identification de projets importants pour la région.

L'administration du PECEC a approuvé le lancement de 16 projets après analyse de 42 dossiers. Ces projets ont généré des investissements de 3 600 000 $ pour des subventions

de 507 500 $ du programme, et contribué à la création de 123 emplois. De plus, deux projets ont fait l'objet de subventions additionnelles de 200 000 $ qui ont généré la création de 23 nouveaux emplois.

Par ailleurs, le FDR a été financièrement à la source de la réalisation de six projets, engageant des crédits de l'ordre de 639 000 $. Enfin, le bureau a participé aux travaux de nombreux comités et collaboré activement à l'étude de plusieurs autres dossiers qui devraient se concrétiser au cours de l'année 1982-1983.

Les principaux projets appuyés financièrement par le FDR sont les suivants:

1. Programme de développement agricole (400 000 $)

Le FDR a participé au plan quinquennal de consolidation des productions agricoles afin que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec puisse subventionner des programmes touchant plus spécifiquement les productions d'oies, de canards, de porcs, de veaux lourds et la transformation de fermes laitières en fermes d'élevage de bovins et d'ovins. Le ministère devrait être en mesure d'assurer la continuité de ces programmes.

2. Parc Saguenay (85 000 $)

Le fjord du Saguenay est un attrait majeur en Amérique du Nord. Lien entre la région et celles de Charlevoix et de la Haute Côte-Nord, ce territoire demeure une priorité d'aménagement.

La participation financière de l'OPDQ a permis au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, le maître d'oeuvre, de procéder à des travaux d'adduction d'eau, de disposition des eaux usées et à la mise en place d'équipements sur le site de la baie Éternité, à Rivière-Éternité, principale fenêtre en voie d'aménagement sur le fjord.

3. Bleuetières familiales (60 000 $)

La production du bleuet a énormément fluctué depuis 30 ans dans la région. La cueillette en forêt ne peut compter sur les effectifs d'autrefois. Le FDR a permis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de créer un programme quinquennal d'aide aux propriétaires de lots improductifs pour les inciter à les convertir en bleuetières privées. Le programme dont les propriétaires de lots participeront financièrement, a été, la première année, entièrement financé par l'OPDQ; les coûts seront partagés pour les deux années suivantes et les deux dernières années seront à la charge du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

4. Restauration de maisons historiques à Val-Jalbert (60 000 $)

Le site de l'ancien village de Val-Jalbert est devenu un équipement touristique géré par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Le ministère avait dans le passé procédé à la restauration des bâtiments les plus importants à l'entrée du site. Cependant, la détérioration rapide de certaines autres maisons présentait des dangers pour les visiteurs. Par son intervention, l'OPDQ a permis le développement d'un des pôles d'attraction touristique de la région. Une première phase comprenant la restauration de quatre maisons est ainsi complétée; bientôt, se poursuivra la seconde phase comprenant cette fois la restauration d'une vingtaine de maisons. Cette seconde phase s'effectuera grâce à la participation financière et sous la responsabilité du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

c) Québec

Face à la conjoncture actuelle, les agents économiques du milieu réalisent de plus en plus que la région ne peut plus compter exclusivement sur l'évolution de son secteur tertiaire pour assurer sa croissance économique. Ceux-ci s'interrogent sur l'avenir économique du Québec et sollicitent la tenue d'un sommet régional afin d'identifier de nouvelles avenues

de développement orientées vers une plus grande diversification industrielle, une activation du tourisme et une meilleure utilisation des ressources de l'hinterland.

Le bureau de Québec a participé largement à cette prise de conscience du milieu en identifiant d'abord divers projets de développement et d'aménagement pour l'ensemble de la région métropolitaine et le centre-ville, ainsi que pour les sous-régions, notamment celle de Thetford-Mines. Il s'est aussi préoccupé de la concertation des agents régionaux par la préparation d'un cadre de travail visant à l'organisation du sommet économique de la région de Québec.

Un mémoire proposant des mesures de redressement de l'économie de la région de l'Amiante a également été présenté au Comité ministériel permanent du développement économique.

Le programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)

Pour la période du 1er avril 1981 au 31 mars 1982, 63 projets ont été traités dans le cadre du Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC), ce qui porte à 366 le nombre de projets étudiés depuis octobre 1977.

Des 63 projets soumis en cours d'année financière, 10 ont été refusés, 21 sont à l'étude, 9 ont été retirés par leurs auteurs, 3 ont été transmis à d'autres organismes et 20 ont été acceptés. Ces projets représentent une aide financière de 1 480 000 $ et ont généré des investissements de 9 958 000 $ et 354 emplois permanents. Deux projets ont reçu des subventions additionnelles totalisant 107 000 $.

Les subventions accordées pour la période se terminant le 31 mars 1982 représentaient 15,7% du coût des projets; la moyenne des subventions accordées depuis le début du programme est de 19,2% du coût du projet et le coût moyen par emploi est de 5 421 $.

Le Fonds de développement régional (FDR)

Les travaux du bureau de Québec dans le cadre du Fonds de développement régional ont porté sur une quinzaine de projets dont 4 ont fait l'objet de subventions. Ce sont:

1. Mise sur pied de la Corporation Québec 1534-1984 (110 000 $)

D'importantes manifestations internationales de voile auront lieu à Québec à l'été de 1984 afin de commémorer la venue de Jacques Cartier en 1534. Parmi celles-ci, un des événements majeurs sera sans nul doute la venue des grands voiliers à l'occasion d'une compétition internationale entre Québec et Saint-Malo.

Le FDR a accordé une subvention de 110 000 $ pour assurer la mise sur pied de la Corporation Québec 1534-1984 devant soutenir l'organisation et la promotion de l'événement.

2. Mise en valeur du moulin des Jésuites (150 000 $)

Le moulin des Jésuites constitue un élément important du patrimoine de la ville de Charlesbourg. Situé dans un arrondissement historique, il ne jouit toutefois pas d'une aire de protection indispensable à son aménagement et à sa restauration. À cette fin, un montant de 150 000 $ a été versé au ministère des Affaires culturelles pour que la ville de Charlesbourg acquiert des terrains et propriétés favorisant la mise en valeur de ce monument.

La réalisation de ce projet rendra accessible à divers organismes à vocation culturelle et communautaire des espaces pour l'exposition d'objets du patrimoine, pour la consultation de documents d'archives et pour divers ateliers spécialisés.

3. Parc Bernières (35 000 $)

En raison de la rareté d'espaces verts socio-récréatifs aménagés sur la rive-sud de la zone

métropolitaine de Québec, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche se propose d'aménager des terrains en bordure de la rivière Chaudière, dans le secteur des chutes Chaudière dont il est déjà propriétaire. Les travaux sont évalués à environ 600 000 $ et doivent être entrepris à l'été de 1982.

4. Le Centre d'Art de Baie Saint-Paul (11 200 $)

Le Centre d'Art de Baie Saint-Paul a bénéficié d'une aide du FDR de 11 200 $ au cours de la récente année financière. Cette subvention octroyée par le biais du ministère des Affaires culturelles rendra possible une entente entre les trois municipalités du secteur pour le fonctionnement futur du Centre.

d) La Mauricie/Bois-Francs

Pour le bureau de la Mauricie/Bois-Francs, la gestion du FDR a été marquée par un effort de planification des dossiers et de suivi des projets subventionnés. Les projets ont été situés dans leur cadre d'ensemble, la concertation mieux réalisée par les différents intervenants tant du gouvernement que du milieu et les dépenses ont respecté, d'une façon générale, les prévisions budgétaires. Les engagements financiers se comparent à ceux de l'année précédente avec un montant de 381 000 $ consacré aux projets suivants:

1. Relance agricole (192 500 $)

Cette troisième et dernière contribution annuelle portait sur trois programmes visant la diversification de l'agriculture dans la région: l'auto-approvisionnement pour l'alimentation du porc, la promotion de la culture du maïs-épi et les ateliers de croissance et de finition de bovins.

2. Centre éducatif forestier (94 000 $)

Amorcée au cours de l'année 1980-1981, la contribution totale du FDR à ce projet est de 164 000 $. Cette somme, ajoutée à la contribution du ministère de l'Énergie et des Ressources qui, jusqu'à maintenant est de 133 500 $, a permis d'entreprendre l'implantation d'un centre éducatif forestier dans la région de Drummondville, chaînon d'un réseau de centres identiques à travers le Québec. Le centre éducatif forestier de La Plaine constituera un site spécialement aménagé pour initier le public à la conservation du milieu forestier, pour sensibiliser les jeunes et la population en général sur nos richesses forestières.

3. SODAM (90 000 $)

La Société de développement agro-alimentaire de la Mauricie (SODAM) a obtenu ce montant, à titre de budget de fonctionnement, pour la poursuite de son encadrement des initiatives de développement du milieu. SODAM est une société d'initiatives qui a d'abord été préoccupée par le développement de l'horticulture. Depuis, elle est devenue polyvalente. Elle s'intéresse à la récupération des rejets thermiques, à l'extraction de la tourbe et aux recherches sur son utilisation, au développement industriel par son appui à certains projets de PME, à l'aménagement et à la mise en valeur globale de certains territoires, notamment la mise en valeur de la tourbière et des terres noires du lac à la Tortue. Cette société constitue ainsi un instrument privilégié dans le milieu pour l'essor d'initiatives, pour l'élaboration de projets suffisamment étoffés.

Les résultats pour ce qui regarde les projets subventionnés et la création d'emplois du PECEC sont comparables à ceux de l'année financière 1980-1981. Huit projets ont été approuvés engageant des sommes de 562 700 $ et créant ainsi près de 130 emplois et des retombées économiques (investissements) globales de 4 537 000 $. Une subvention additionnelle de 22 000 $ a contribué à la création de 14 nouveaux emplois.

Parmi les autres dossiers analysés ou planifiés par la CAR et ses différents comités, il y a: l'accès au lac Saint-Pierre, le centre spécialisé dans la transformation de bois ouvré pour produits finis de Victoriaville, la mission de la basse Saint-François (bassin inférieur de la

rivière), la salle de spectacles de La Tuque, le centre-ville de Trois-Rivières. En plus d'avoir effectué une mise à jour des orientations de développement, un comité de la CAR a rencontré les principaux organismes de concertation du milieu.

e) L'Estrie

L'année financière a été l'occasion pour la délégation d'appuyer davantage les divers intervenants, promoteurs et organismes du milieu pour la mise sur pied ou la réalisation de projets.

Dans cette région, le comité interministériel d'approbation des projets, présent dans le cadre du Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC), s'est donné un cadre de travail plus précis et une meilleure stratégie d'intervention. Le résultat a été, notamment, la mise sur pied d'entreprises de meilleure qualité dont plusieurs exportent hors Québec leurs produits et ce, dans des secteurs aussi diversifiés que l'électronique, le vêtement, la transformation des minéraux non métalliques, les produits de l'érable. Vingt neuf dossiers ont été étudiés dont 20 firent l'objet d'un accord pour des engagements financiers gouvernementaux de 1 160 000 $ créant ainsi 272 emplois et générant des investissements de 6 343 000 $. De plus, 3 subventions additionnelles totalisant 269 000 $ ont créé 10 nouveaux emplois.

Le PECEC a élargi son rayon d'action en concluant une entente avec le Centre d'entreprises de l'Université de Sherbrooke qui, par l'embauche de stagiaires diplômés (MBA), apporte un soutien technique et un encadrement administratif à certaines entreprises subventionnées aux prises avec certaines difficultés de fonctionnement. Cette entente, unique au Québec, constitue l'un des éléments les plus importants de l'administration du PECEC en région.

Le Fonds de développement régional a consacré près de 235 000 $ à la mise sur pied ou à l'encadrement de projets, dont principalement:

1. Maison régionale de l'industrie (MRI) (150 000 $)

Le FDR a été impliqué dans le projet de création d'une Maison régionale de l'industrie (MRI). En fonction depuis à peine dix (10) mois, la Maison régionale de l'industrie compte près de 75 membres regroupant plus du tiers de la main-d'oeuvre industrielle. De plus, la MRI offre des services qui s'adaptent aux besoins de ses membres: information, conseils techniques, recherches, échanges.

2. Relance agricole (80 000 $)

La contribution a permis de poursuivre, pour une dernière année, la réalisation du programme de relance agricole et forestière de l'Estrie (R.A.F.L.E.). Ainsi, une aide a été accordée à l'organisation d'ateliers de production de veaux lourds, d'ateliers d'engraissement de bovins lourds et à la production de veaux d'embouche. Il en est résulté, entre autres, une sensibilisation des producteurs à une mise en marché commune (ex.: Association des producteurs de veaux lourds).

Le FDR a aussi servi à l'organisation financière du premier salon agro-alimentaire en Estrie réunissant plus de 43 exposants. Ce salon a accueilli près de 11 000 visiteurs.

Activités de coordination

Les représentants de l'OPDQ en Estrie ont siégé à de nombreux comités et participé à des travaux dont les études socio-économiques des municipalités de Windsor et East-Angus, la table de communications (pour la région immédiate de Sherbrooke) qui regroupe entre autres, la Chambre de Commerce, la M.R.I. et le C.R.D.

La Conférence administrative régionale de l'Estrie s'est impliquée grandement dans certains dossiers prioritaires dont:

1. Station touristique internationale Magog/Orford

Un avis a été émis sur un document de consultation du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP) portant sur le programme de développement de la station touristique internationale Magog/Orford. Une coordination a eu lieu entre la CAR, le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme (MICT) et la Commission d'aménagement touristique Magog/Orford (CATMO).

2. Place Hôtel de ville, centre-ville de Sherbrooke

Des investissements pouvant atteindre 20 M $ sont prévus au centre-ville de Sherbrooke, tant du secteur municipal que du secteur privé. L'un des jalons du programme consiste en l'agrandissement de l'Hôtel de ville et la création d'une agora.

3. Asbestos

L'économie d'Asbestos est grandement tributaire de l'évolution de la compagnie John's Manville Canada (J.M.C.). Elle regroupe près de 93% des emplois industriels et près de 70% des emplois totaux de cette municipalité. La conjoncture mondiale actuelle, particulièrement dans le domaine de l'amiante, oblige J.M.C. à faire des mises à pied massives (de l'ordre de 713 emplois) et de diminuer sa production. Face à une telle situation, la CAR s'est donné comme tâche principale d'agir avec le Comité (municipalité, commissariat industriel, C.L.S.C.) pour le redressement économique d'Asbestos, analysant la mise sur pied d'un programme d'intervention.

4. Reboisement des terres à vocation forestière

Actuellement, un projet-pilote de reboisement des terres improductives à vocation forestière, préparé en collaboration avec le syndicat des producteurs de bois de l'Estrie (S.P.B.E.), chemine au ministère de l'Énergie et des Ressources pour fins d'approbation. Ce projet améliorera l'approvisionnement régional qui ne peut fournir présentement que 38% des besoins.

f) Montréal

Outre l'ouverture de trois bureaux (Montréal-Centre, Montérégie et Laurentides – Lanaudière) en janvier 1982 et la consolidation de ces bureaux, les orientations de travail de la direction régionale de Montréal ont gravité autour de trois grands objectifs:

— Amélioration de la connaissance des secteurs prioritaires et stratégiques du développement et de l'aménagement régional

Un certain nombre d'études ont été ou sont en cours de réalisation. Parmi les plus importantes, citons:

- «Les Villes satellites de Montréal». Cette étude met à jour les perspectives de développement pour les sept villes satellites de Montréal.
- «Mobilité résidentielle 1966-1976». Le but de l'étude est de cerner de plus près le phénomène de l'étalement urbain et de vérifier l'existence d'un mouvement de retour à la ville.
- «Centre de finance et de commerce international». Au sujet des recommandations du Sommet économique concernant la ville de Montréal en tant que pôle international de développement, une étude a été entreprise en vue d'élaborer un plan d'action pour la création d'un Centre de finance et de commerce international.
- «Bourse de sous-traitance». Afin de pallier le manque de connaissance dans le domaine de la sous-traitance, un document-synthèse a été réalisé sur cette question. Le bureau de la Montérégie, en collaboration avec la So-

ciété pour le progrès de la Rive-Sud (SPRS), voit à la poursuite de ce dossier qui a déjà fait l'objet d'un consensus au Sommet économique de Montréal.

- «Les investissements publics dans la région administrative de Montréal 1977-1980». Mise à jour et analyse de données statistiques existantes.
- «Guide d'élaboration d'un dossier-synthèse» sur les plans d'action des ministères et organismes gouvernementaux pour les régions Nord et Sud de Montréal 1981-1986. Il s'agit d'un texte méthodologique élaboré à partir du document «Montréal, la Métropole» réalisé en 1980-1981.
- «Étude d'impact économique du Projet Archipel». Le bureau de Montréal a travaillé, en collaboration avec la Direction générale de la planification et le Bureau de la statistique du Québec, à l'analyse des retombées économiques du Projet Archipel.

De plus, à la demande de divers organismes, le bureau régional a produit au cours de l'année un certain nombre d'avis techniques, de commentaires et de mémoires. Parmi ceux-ci, il faut noter:

- dans le secteur du développement et de l'aménagement, des avis concernant l'Archipel de Montréal, dont deux portant sur le rapport d'étape traitant de l'étude de faisabilité, ont été produits;
- dans le secteur du transport, un avis a été fourni sur la création d'un organisme régional de transport, et un autre, sur l'impact spatial du prolongement des autoroutes 13 et 25;
- dans le secteur des loisirs, une évaluation a été faite sur le projet d'établissement d'une zone récréo-touristique Bromont — Waterloo — Lac Brome.

— Élaboration des orientations et priorités régionales pour Laurentides/De Lanaudière, Montréal-Centre et Montérégie

À la demande des secrétariats à l'Aménagement et au Développement économique, le bureau régional a été impliqué dans la préparation de deux dossiers majeurs.

Premièrement, un document et des recommandations ont été produits au sujet de la révision de l'option d'aménagement gouvernemental pour la métropole et des actions majeures à entreprendre pour l'avenir de la région.

En second lieu, à la suite de consensus établis lors du sommet sur l'économie du grand Montréal, un bilan de l'action des divers acteurs régionaux a été produit.

- *Laurentides/De Lanaudière* — Après l'élaboration d'un profil régional et une série de consultations avec les ministères et organismes du milieu, en particulier le CRD, un document précisant les orientations et les priorités pour la région de Laurentides/De Lanaudière sera réalisé. Le document pourra favoriser la concertation entre les divers agents en place en tenant compte de la région de Montréal, de la spécificité de son territoire et de la mise en place des MRC. Cette opération sera effectuée en collaboration avec les membres de la CAR.
- *Montréal-Centre* — Le bureau de l'OPDQ à Montréal a travaillé à une mise au point de l'évolution récente des tendances de l'urbanisation dans la Métropole montréalaise et à l'analyse des interventions gouvernementales depuis l'élaboration d'une option préférable d'aménagement. Des propositions ont été présentées sur cette option, particulièrement en ce qui concerne ses objectifs, ses priorités et sa gestion.

- *Montérégie* — Le bureau a déjà entrepris l'analyse des principales caractéristiques et composantes de son territoire en vue de produire éventuellement une synthèse des besoins et des ressources à exploiter ou à mettre en valeur. La CAR contribue à cette action.

— ***Coordination interministérielle et gestion concertée des programmes de développement régional***

- *Gestion de la programmation du FDR* — Dans la région administrative de Montréal, des montants totalisant 2 320 950 $, en provenance du Fonds de développement régional, ont été versés à neuf projets, dont:
  - — 4 dans la région Laurentides/De Lanaudière (551 500 $)
  - — 3 dans la région Montréal-Centre (1 655 950 $)
  - — 2 dans la région de la Montérégie (113 500 $)

  Ces projets sont:
  - — Centre plein air du Lac des Sables à Sainte-Agathe
  - — Centre éducatif forestier des Laurentides
  - — Camping municipal de Saint-Michel-des-Saints
  - — Musée québécois de la Chasse à Waterloo
  - — Vieux-Montréal
  - — Projet Archipel
  - — Aménagement de l'Île Ste-Thérèse
  - — Commissariat aux sièges sociaux et aux Centres de recherche
  - — Parc Yamaska.
- *Gestion du Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)* — 82 nouveaux projets ont été acceptés par l'administration du PECEC de la région administrative de Montréal. Ces projets ont reçu des subventions totalisant 5 272 030 $, ont généré un investissement global de 19 920 000 $ et ont créé 1 523 emplois. La répartition de ces sommes entre les trois bureaux de la région de Montréal est la suivante:

Régions	Projets	Subventions $	Emplois	Investissement total
Laurentides/De Lanaudière	12	779 400	229	4 023 000
Montréal-Centre	54	3 062 250	825	8 480 000
De la Montérégie	16	1 430 380	408	7 417 000

De plus, sept subventions additionnelles pour un montant de 425 000 $ ont généré la création de 61 nouveaux emplois.

g) L'Outaouais

Dans l'Outaouais, la mise à jour des orientations de développement et la définition des priorités ont été élaborées par les différents représentants des ministères régionaux. Ces éléments constituent un outil important de planification en matière d'intervention gouvernementale.

Le comité interministériel du Pontiac de la Conférence administrative régionale a compté sur une véritable concertation du milieu. Un profil socio-économique régional identifie d'ores et déjà des priorités et des projets de développement en privilégiant «l'entrepreneurship» local.

Le bureau régional n'abandonne pas pour autant ses efforts de revitalisation industrielle du ruisseau de la Brasserie. Il a joint les rangs d'un comité (ville de Hull, ministère des Affaires municipales et Société d'aménagement de l'Outaouais) dont l'objectif est d'identifier des sources de financement et les connaissances techniques utiles au maintien de la vocation industrielle du secteur nord. L'Office a, au préalable, versé 822 000 $ au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement pour l'acquisition de terrains dans cette zone et ses environs.

Le bureau s'est impliqué, de concert avec d'autres ministères et organismes, afin d'assurer le maintien des activités du Camp Gatineau, établissement qui accueille, depuis 20 ans, des déficients mentaux en période estivale. Dans ce but, une somme de 450 000 $ sera remise au Camp Gatineau.

En outre, par l'application du Programme expérimental de création d'emplois communautaires, le Comité d'approbation des projets a accepté l'octroi de huit nouvelles subventions totalisant 378 390 $ ainsi qu'une subvention additionnelle de 42 000 $. Ces subventions ont généré la création de 73 emplois permanents, de 38 emplois à temps partiel et le maintien de 11 emplois permanents. Les investissements globaux pour leur part atteindront 2 405 000 $.

Par le programme du Fonds de développement régional, trois projets se sont réparti principalement la subvention totale de 376 000 $ octroyée dans la région.

1. Centre éducatif forestier du lac la Blanche (220 000 $)

La somme versée au ministère de l'Énergie et des Ressources servira dans l'immédiat à la construction du pavillon d'interprétation. Une fois complété, ce centre éducatif forestier, qui s'inscrit dans un réseau à travers le Québec, desservira un bassin de population de près de 200 000 personnes. La région est actuellement dépourvue d'équipements en matière d'éducation sur toute question de conservation de la ressource ligneuse.

2. Relance agricole (108 000 $)

Remise au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, cette somme couvrira les frais d'agrandissement et de modernisation de la Laiterie Château de Buckingham, propriété de la coopérative agro-alimentaire des vallées Outaouais-Laurentides. Ces transformations seront à la source d'une augmentation du volume du lait traité dans la région et d'une plus grande pénétration du marché.

3. Proposition préliminaire d'aménagement du comté municipal de Gatineau (48 000 $)

Cette subvention, accordée au comté municipal de Gatineau, visait l'achèvement de la proposition préliminaire d'aménagement. Entre 1978 et 1981, l'Office, en versant une somme de 180 000 $, appuyait une expérience-pilote qui se tenait conformément à certaines dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

h) L'Abitibi-Témiscamingue

En plus des interventions dans le domaine des transports (aéroports locaux), des mines (carrière de pierre à chaux) et des forêts (usine de papier journal d'Amos), les activités de déve-

loppement ont conduit à la mise en oeuvre de projets appuyés financièrement par le FDR et le PECEC.

Le PECEC est venu soutenir «l'entrepreneurship» local et régional et s'est révélé un moteur efficace de développement économique et social. Des subventions totalisant 507 375 $ ont été acceptées en 1981-1982, et ont favorisé la mise sur pied ou l'expansion de 7 entreprises générant la création de 50 emplois. De plus, une subvention additionnelle de 10 000 $ a été versée contribuant à la création de 3 nouveaux emplois.

Par l'entremise du FDR, la région a pu bénéficier d'un montant de 774 700 $, réparti entre trois projets touchant principalement les secteurs de l'agriculture, des loisirs et de la culture.

1. Relance agricole (539 700 $)

Ce programme de relance vise à fournir aux agriculteurs l'occasion de diversifier leur production, d'assurer une utilisation plus rationnelle des terres agricoles et d'élargir les possibilités d'implantation de l'industrie de transformation. Les mesures contenues dans ce programme comptent sur un certain autoapprovisionnement et sur une stimulation des activités économiques en milieu rural.

2. Acquisition du mont Kanasuta (175 000 $)

Malgré des potentiels nombreux, les activités de plein air dans la région, sauf celles de la chasse et de la pêche, sont relativement peu développées. L'acquisition du centre de ski alpin et de randonnée du mont Kanasuta contribue à diversifier la vocation touristique de la région et à rendre accessibles à la population régionale de tels équipements de loisir. Le fonctionnement de ce centre est assuré par une corporation mixte sans but lucratif.

3. Aménagement d'une salle socio-culturelle à Ville-Marie (60 000 $)

Le territoire du Témiscamingue ne possède aucun équipement de qualité, ce qui rend difficile l'organisation de manifestations culturelles tels expositions, petits spectacles, théâtre d'été. Le projet s'ajoute à l'infrastructure, nécessaire à ces activités, et contribue à maintenir un cadre de vie favorable.

Études et recherches

Des études et recherches spécifiques ont été effectuées de concert avec des industries encore mal connues dans la région. Ces mêmes études ont porté sur les activités économiques qui ont subi de profonds changements depuis 5 ans. Il convient de mentionner une étude en cours sur le tourisme au Témiscamingue. De plus, une réévaluation des activités minières et forestières régionales s'effectue en collaboration avec le Centre d'études universitaires d'Abitibi-Témiscamingue. Par la même occasion, la rédaction d'une problématique régionale révisée est en voie de réalisation, de même qu'est amorcée la confection d'un bilan socio-économique de la région.

i) La Côte-Nord

En terme d'interventions de développement régional, le bureau de la Côte-Nord a financé plusieurs réalisations dans le cadre du Fonds de développement régional (FDR):

1. Route Manic 5 Gagnon (5 000 000 $)

Ce prolongement routier vise à désenclaver les communautés de Gagnon et de Fermont et à rendre accessibles diverses ressources, tant forestières que minières. Ces travaux sont réalisés sous la supervision du ministère de l'Énergie et des Ressources.

2. Mission Basse Côte-Nord (396 000 $)

De façon à atténuer les disparités nombreuses en matière d'infrastructures et d'équipements, tant dans le domaine des transports qu'au plan municipal, divers projets furent financés par le FDR: travaux de géodésie et de cartographie, amélioration des rues à Blanc-Sablon et à Lourdes-de-Blanc-Sablon et mise en place d'équipements de loisir. Ces quelques inter-

ventions s'inscrivent dans une programmation plus large qui couvre plusieurs années et concerne plusieurs ministères.

3. Relance agricole (130 000 $)

À la suite de demandes en provenance de producteurs de la Haute Côte-Nord, la relance agricole, qui se termine cette année, a suscité un intérêt pour le développement de productions bovines et ovines.

4. Centre d'interprétation de l'Archipel de Mingan (65 000 $)

En collaboration avec le ministère des Affaires culturelles, le FDR est venu en aide à la municipalité de Havre Saint-Pierre afin qu'elle rachète et réaménage l'ancien magasin de la Baie d'Hudson.

5. Autres projets

— Infrastructures pour l'alimentation en eau à Hauterive (750 000 $).

— Construction de route reliant Schefferville au Lac Matemace (225 000 $). Il s'agit de la route devant relier Schefferville et le nouveau site du village de Naskapis.

— Restauration domiciliaire à Saint-Luc-de-Laval (100 000 $).

— Implantation d'une scierie à Rivière Pentecôte (50 000 $).

— Étude de la ressource forestière de la Zone Godbout — Havre Saint-Pierre (50 000 $). Cette étude analyse l'implantation éventuelle de scieries dans ce secteur.

Le Programme expérimental de création d'emplois communautaires, pour sa part, a remis 31 subventions à des promoteurs. Ces subventions d'un montant total de 955 004 $ ont créé 235 emplois et devraient générer un investissement global de 5 811 000 $. Le Comité d'approbation des projets (CAP) a de plus accepté une subvention additionnelle de 25 000 $ contribuant ainsi à la création de 5 emplois additionnels.

Le bureau de l'OPDQ Côte-Nord a poursuivi son mandat auprès de diverses clientèles. Ainsi, la Conférence administrative régionale s'est réunie pour discuter des dossiers d'intérêt commun des ministères en région. Ce bureau a aussi préparé des programmations d'interventions dans divers dossiers d'actualité (ex.: relance de la zone de Sept-Îles/Port-Cartier).

Une meilleure définition des besoins régionaux a été dégagée lors de sommets organisés par le CRD. À cette fin, des dossiers ont été mis de l'avant par cet organisme du milieu.

Le bureau régional a aussi été associé à la phase de consultation préalable à la mise en place des municipalités régionales de comté (MRC). C'est en partie grâce à cet effort que cinq MRC ont obtenu leurs lettres patentes.

Les mises à pied effectuées à la compagnie Iron Ore, en début d'année, ont amené la délégation régionale à mieux répondre aux besoins de la zone Sept-Îles/Port-Cartier. Ainsi, au mois de novembre, un bureau satellite de la délégation a été inauguré à Sept-Îles. Le représentant de l'OPDQ a pour mandat premier de stimuler les projets de création d'emplois. Il doit aussi, de concert avec la délégation, mettre au point des propositions permettant de diversifier l'économie de cette zone perturbée de la Côte-Nord.

La délégation collabore à la définition d'un programme de relance économique dans la zone de Port-Cartier/Sept-Îles. Un comité conjoint (gouvernements-milieu) se penche notamment sur la relance de l'usine de Rayonier à Port-Cartier et sur le démarrage de nouvelles activités économiques.

Les principales recherches du bureau régional ont été les suivantes:

— portrait socio-économique de la région Côte-Nord;

— plan de mise en valeur de l'Archipel de Mingan;

— évaluation de projets.

j) Le Nouveau-Québec

Une subvention de 20 000 $ dans le cadre du Programme expérimental de création d'emplois communautaires a permis la création de deux nouveaux emplois et a entrainé des investissements de 67 500 $.

C.- Activités de négociation et de gestion des ententes

En 1981-1982, les efforts déployés en matière de renégociation ont porté sur la prolongation de certaines ententes et sur le réaménagement de fonds à l'intérieur d'autres ententes.

À la suite de négociations entreprises dès 1980, une entente impliquant la Société INTERPORT, portant sur une somme de 9,2 M $, a été signée le 3 juillet 1981. Depuis, une somme de l'ordre de 2,5 M $ a été versée à la Société. D'autre part, dans le cadre de l'entente sur le développement des transports, des négociations ont permis d'en prolonger la durée jusqu'au 31 mars 1984 et d'inclure le projet de débarcadère traversier-rail à Port-Cartier. L'investissement sera de l'ordre de 6,0 M $ partageable au taux usuel de 60% pour le gouvernement du Canada et 40% pour le gouvernement du Québec.

En vertu de l'entente sur le développement touristique, le projet du Palais des Congrès de Montréal a été accepté.

Le volet I (Parcs touristiques et projets ponctuels) fait actuellement l'objet d'une négociation aux fins d'une réallocation des sommes à l'intérieur des projets déjà inscrits ou de l'addition de nouveaux projets en vue d'une utilisation maximale des sommes actuellement disponibles. L'entente sur le développement touristique a prévu plusieurs réaménagements aux volets II et III. À ce chapitre, l'enveloppe du volet II (ministère des Affaires culturelles) a été augmentée de 2 M $, afin de permettre surtout la poursuite des projets de modernisation des musées. Quant au volet III (Bases de plein air et camps de vacances), l'enveloppe affectée aux régions de Québec, Mauricie et Côte-Nord, a été répartie entre 4 projets dans les régions déjà désignées en plus de la région de l'Outaouais.

L'entente sur le développement agricole a été prolongée jusqu'au 31 mars 1984 afin de permettre l'utilisation optimale des sommes résiduelles et ce, sans modifier l'enveloppe budgétaire affectée aux régions, d'une part. D'autre part, des négociations se poursuivront au cours des prochains mois afin de dégager des projets permettant l'utilisation d'une somme résiduelle d'environ 2 M $ au niveau du réaménagement foncier dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, tout en conservant le principe de l'enveloppe régionale.

Pour ce qui touche l'entente sur les infrastructures industrielles, 9 nouveaux projets furent acceptés pour une somme d'environ 3,3 M $. Les projets les plus importants consistent en des infrastructures d'aqueduc et d'égouts au parc industriel de Laval et la fourniture de services nécessaires à la ville de Blainville pour l'implantation de l'usine Stablex. Cette entente également a été prolongée jusqu'au 31 mars 1984.

Les sommes affectées étaient de l'ordre de 9,4 M $, réparties, par volet, de la façon suivante:

Volet I :	Parcs industriels	5,0 M $
Volet II :	Parcs industriels de pêche	0,2 M $
Volet III:	Interventions ponctuelles	4,2 M $

L'entente sur les équipements publics a été prolongée jusqu'au 30 septembre 1982 afin de permettre la réalisation du réseau d'égouts sanitaires de Parent. (MRC du Haut Saint-Maurice)

L'entente sur le développement forestier fait l'objet de négociations afin d'y ajouter le programme d'aide à la forêt privée. Le programme proposé est en corrélation avec les objectifs de modernisation de l'industrie des pâtes et papiers.

L'entente sur l'assainissement des eaux de la région de Montréal a été prolongée jusqu'au

31 mars 1983 afin de permettre le transfert d'une partie du solde du volet II (travaux d'assainissement des eaux relevant de municipalités de la région de Montréal) au volet I (travaux reliés au programme de la CUM). Cependant, les conventions intervenues entre le ministère de l'Environnement et les municipalités ont été maintenues en tenant compte de leur capacité financière et du rythme d'exécution des travaux. Ce transfert permettra la récupération d'un solde d'environ 5,8 M $.

Deux ententes font l'objet de négociation pour leur prolongation. D'une part, pour le projet PICA, le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme et l'OPDQ se sont associés afin de prolonger l'entente d'une année supplémentaire en vue d'exploiter le besoin et le potentiel d'une structure industrielle et commerciale de type international reliée au secteur aéroportuaire de Mirabel. D'autre part, pour le développement minéral, l'OPDQ a demandé le prolongement de l'entente pour une autre année.

L'OPDQ poursuit toujours ses démarches afin de permettre l'inclusion de projets nouveaux aux ententes actuellement en cours. Ces démarches visent notamment les dossiers du développement des infrastructures de ski, de l'I.T.T. Rayonier et de l'implantation d'une papeterie à Matane.

Les budgets approuvés par les différents comités directeurs étaient de l'ordre de 226 M $ pour la présente année budgétaire. Pour leur part, les dépenses totales pour les douze ententes toujours en vigueur représentent une somme de 1 milliard pour un montant global négocié de 1,7 milliard.

État des ententes 1981-1982*
('000 $)

Ententes	Signature	Montant	Dépenses au 1981/03/31	Dépenses au 1982/03/31	Solde	Échéance
Développement des transports	1974/03/15	454 775	277 178	29 110	148 487	1984/03/31
Infrastructures industrielles	1975/03/26	137 670	67 322	9 441	60 907	1984/03/31
Développement forestier	1975/03/26	322 333	140 094	41 208	141 031	1984/03/31
Développement minéral	1976/03/26	28 600	27 887	713	—	1982/03/31
Développement agricole	1976/03/26	103 266	90 815	2 626	9 825	1984/03/31
P.I.C.A.	1976/06/18	13 292	6 463	508	6 321	1982/03/31
Assainissement des eaux	1978/03/31	200 000	194 166	4 000	1 834	1983/03/31
Développement touristique	1978/04/06	136 000	28 173	53 220	54 607	1983/03/31
Équipements publics	1978/05/16	34 876	29 547	4 357	972	1982/09/30
Pâtes et papiers	1979/05/15	240 000	15 637	45 714	178 649	1984/03/31
Donohue-Normick à Amos	1980/08/24	42 500	10 118	31 682	700	1983/03/31
Société Inter-Port de Québec	1981/07/03	9 250	—	3 505	5 745	1984/03/31
Total		**1 722 562**	**887 400**	**226 084**	**609 078**	

*Il s'agit des ententes encore en vigueur au 31 mars 1982

Ententes auxiliaires: Budget 1981-1982 par région administrative ('000 $)

Ententes	Est du Québec	Lac St-Jean	Québec	Mauricie Bois-Francs	Estrie	Île de Montréal Laval 06A	Laurentides/ Lanaudière 06B	Monté-régie 06C	Outaouais	Abitibi Témisca-mingue	Côte-Nord	Non régionalisé	Total
Développement des transports	20 000	1 000	—	2 000	60	—	—	—	4 000	500	1 550	—	29 110
Infrastructures industrielles	530	134	172	703	199	—	303	4 431	65	2 855	47	2	9 441
Développement forestier	502	5 915	602	1 705	—	—	634	—	1 746	2 248	2 398	25 458	41 208
Développement minéral	—	286	8	—	74	—	—	—	—	200	56	89	713
Développement agricole	665	1 278	251	45	—	—	20	—	5	362	—	—	2 626
P.I.C.A.	—	—	—	—	—	—	508	—	—	—	—	—	508
Assainissement des eaux	—	—	—	—	—	4 000	—	—	—	—	—	—	4 000
Développement touristique	971	641	3 663	543	1 100	40 000	3 596	2 182	62	89	373	—	53 220
Équipements publics	15	1 165	27	—	—	—	11	—	—	930	2 209	—	4 357
Pâtes et papiers	2 339	5 866	4 298	18 855	660	—	213	635	6 262	5 649	937	—	45 714
Donohue-Normick à Amos	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31 682	—	—	31 682
Société Inter-Port de Québec	—	—	3 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3 505
Total	**25 022**	**16 285**	**12 526**	**23 851**	**2 093**	**44 000**	**5 285**	**7 248**	**12 140**	**44 515**	**7 570**	**25 549**	**226 084**

*Il s'agit des ententes encore en vigueur au 31 mars 1982

D.- Activités de planification

a) Études et recherches

Mandat général

Les travaux d'études et de recherches de la Direction générale de la planification de l'OPDQ sont particulièrement destinés à apporter aux comités ministériels permanents des éléments de connaissance ou de stratégies d'action qui répondent à leurs besoins. Au cours des dernières années, l'éventail de ces travaux a porté notamment sur:

— la répartition et la sécurité du revenu au Québec;

— le marché du travail et la création d'emplois;

— l'évolution démographique et ses conséquences pour la collectivité québécoise;

— l'économie du Québec: ses structures et ses perspectives;

— les flux intra et inter-régionaux de biens et de services;

— le tertiaire moteur et l'économie de Montréal;

— les PME et les formalités administratives.

La DGP a de plus participé de manière intensive à la rédaction des textes de base pour les conférences socio-économiques.

Mandats spécifiques

Pour réaliser les mandats spécifiques qui lui sont confiés, la Direction générale de la planification est constituée de deux directions: la Direction des synthèses socio-économiques (DSSE) et la Direction des études quantitatives (DEQ). Ces deux directions groupent la majorité des effectifs de la Direction générale, qui ont été de 33 personnes/année en 1981-1982 (dont 15 personnes/année d'occasionnels).

Les travaux de la Direction des études quantitatives (DEQ) consistent en des études de prévision et de simulation à caractère intersectoriel. Pour ce faire, la Direction développe, met à jour et exploite un modèle d'analyse structurelle et de prévision à moyen terme de l'économie du Québec. La Direction supervise aussi les travaux du service d'informatique de l'OPDQ.

Les fonctions de la Direction des synthèses socio-économiques (DSSE) comportent principalement la réalisation d'études de base pour la mise au point de politiques gouvernementales et pour l'acquisition d'une connaissance appropriée des caractéristiques d'évolution de la société québécoise.

Les principales réalisations

Les principales réalisations de la Direction générale de la planification au cours de 1981-82 sont brièvement décrites dans les pages suivantes.

Titre du projet	Objectifs	Activités
1.- **Études pour le groupe de travail interministériel sur les politiques de population et d'immigration (sous la responsabilité du ministre d'État au Développement social).**	Analyser les problèmes de population au Québec et contribuer à l'élaboration d'une politique de population et d'immigration pour le Québec.	L'OPDQ a participé activement aux travaux de ce groupe de travail tant au niveau des réunions, de la préparation du plan de travail que de la préparation de textes. Plus spécifiquement, l'OPDQ a été chargé de coordonner un groupe formé de démographes provenant de divers ministères, en vue de réaliser une description de la situation démographique du Québec. Le rapport à ce sujet a été déposé sous le titre: «*La démographie québécoise: passé, présent, perspectives*». Le rapport fait le point de la situation pour les trois variables démographiques de base: mortalité, fécondité et migrations. Lorsque possible, les facteurs explicatifs de l'évolution de ces phénomènes ont aussi été examinés. Finalement, la dernière partie du rapport traite des perspectives d'avenir de la population québécoise sous deux angles: les perspectives à long terme de l'ensemble de la population et l'évolution de la répartition régionale. L'OPDQ a également préparé un rapport de synthèse portant sur ce sujet ainsi qu'une analyse de certaines incidences économiques de l'évolution démographique.

Titre du projet	Objectifs	Activités
2.- **Études pour le groupe de travail interministériel sur l'élaboration d'une politique familiale (sous la responsabilité du ministre d'État au Développement social).**	Identifier la problématique de la famille québécoise et élaborer un projet de politique d'ensemble sur la famille.	L'OPDQ a préparé plusieurs analyses concernant l'état de la situation socio-économique et la problématique de la famille. Ces analyses se retrouvent dans plusieurs rapports portant sur les aspects spécifiques suivants: — Le rapport «*Aspects économiques de la famille*» avait pour objectifs d'examiner la situation de la famille sur le marché du travail, sa situation économique, la répartition de son revenu et l'incidence du travail des femmes sur la famille. — Le rapport «*La famille et la fiscalité*» a traité de l'influence des modalités de perception des impôts sur certains comportements familiaux. — Le rapport «*Comportement économique des ménages: la répartition du temps et l'offre de travail*» a étudié la différence de comportement des ménages relativement au temps alloué entre le travail et le loisir. — Un rapport de synthèse portant sur l'état de la situation des familles au Québec a été rédigé en collaboration.

Titre du projet	Objectifs	Activités
3.- **L'économie du Québec dans les années '80.**	Mettre au point un scénario exploratoire de l'évolution anticipée de l'économie du Québec dans les années '80.	Cette étude comporte plusieurs volets. Un examen des perspectives internationales et canadiennes et de leurs incidences sur le Québec est d'abord effectué pour dégager les perspectives des secteurs ouverts de l'économie, en fonction de leur compétitivité. Sur la base de cette analyse et des perspectives démographiques qui sont ensuite dressées pour le Québec, on procède à l'élaboration d'un scénario de référence exposant une évolution plausible des grands agrégats de l'économie québécoise à l'horizon 1990. L'étude examine enfin le potentiel de croissance de la main-d'oeuvre et de l'emploi au cours de la période, et les perspectives de leur équilibre.
4.- **La satisfaction au travail, l'absentéisme, le roulement et le chômage.**	Mieux connaître les attentes des travailleurs québécois, la réalité des emplois qu'ils occupent et l'insatisfaction au travail, en fonction de plusieurs variables et en comparant les jeunes et leurs aînés.	Analyse d'une enquête sociologique effectuée par le Centre de sondage de l'Université de Montréal. L'analyse est regroupée sous trois grands thèmes, 1) les attentes des travailleurs relativement à l'emploi, 2) les emplois occupés et l'insatisfaction au travail se manifestant par l'absentéisme et 3) le roulement des travailleurs québécois. Le rapport contient un examen des différences entre la satisfaction au travail des jeunes travailleurs (15-24 ans) et leurs homologues plus âgés (25 ans et plus). L'analyse repose sur une exploitation technique des données de l'enquête s'appuyant de façon systématique sur les tests statistiques appropriés. Les comportements des travailleurs sont examinés en tenant compte de leurs caractéristiques socio-économiques. L'analyse porte aussi sur des variables affectant la satisfaction au travail comme la rémunération, la sécurité d'emploi, les possibilités de formation et d'avancement.

Titre du projet	Objectifs	Activités
5.- **Les conditions de vie des personnes ne faisant pas partie d'une famille.**	Connaître les caractéristiques socio-économiques, les principaux modes de vie et les conditions de vie réelles des personnes vivant à l'extérieur des familles.	Ce projet consiste en une analyse d'une enquête effectuée par le Centre de sondage de l'Université de Montréal. Une première version est complétée. Le rapport «*Les conditions de vie des personnes ne faisant pas partie d'une famille*» présente un portrait d'ensemble des hors-famille, leurs principales caractéristiques socio-économiques, les sources de leurs revenus, les économies de partage et de commodité résultant de la cohabitation de personnes hors-famille. Il évalue l'impact des transferts gouvernementaux et interpersonnels sur la répartition de leurs revenus, ainsi que l'incidence de la pauvreté chez cette population. Après avoir défini la notion de personnes hors-famille, l'analyse passe en revue la littérature scientifique pertinente et précise le contenu et les limites de l'enquête. Le rapport dans une seconde tranche présente par la suite des indicateurs quantitatifs des revenus des personnes hors-famille, des économies de partage et de commodité des personnes qui cohabitent, par comparaison à la situation de celles qui vivent seules. La dernière tranche du rapport est consacrée à l'examen de l'impact des transferts sur les revenus des hors-famille et sur l'incidence de la pauvreté sur le niveau de vie de ces dernières.

Titre du projet	Objectifs	Activités
6.- **L'intérêt porté par les travailleurs québécois au travail à temps partiel.**	— Montrer l'importance du développement de l'emploi à temps partiel dans notre économie. — Faire une description des emplois et des travailleurs à temps partiel. — Évaluer l'intérêt manifesté à l'égard de l'emploi à temps partiel chez les travailleurs à temps plein, les chômeurs et les inactifs. — Analyser les caractéristiques des travailleurs à temps plein intéressés au temps partiel; déterminer les conditions de travail exigées et la durée de travail souhaitée.	Analyse d'une enquête sociologique effectuée par le Centre de sondage de l'Université de Montréal. Un rapport préliminaire couvre les aspects suivants: l'évolution de la durée hebdomadaire du travail, les caractéristiques des travailleurs et des emplois à temps partiel et l'intérêt à l'égard du temps partiel chez les travailleurs à temps plein, les chômeurs et les inactifs. Le rapport apporte des précisions sur les modalités de la réduction des périodes de travail dont particulièrement l'évolution du travail à temps partiel. Il identifie les caractéristiques des travailleurs qui occupent un emploi à temps partiel et ceux qui désirent travailler à temps partiel. Il dégage aussi les facteurs qui affectent le recours au travail à temps partiel, dans la mesure où ce dernier recours reflète les préférences des travailleurs ou les contraintes de l'organisation du travail. Le rapport final doit être complété pour août 1982.
7.- **Évaluation du Programme expérimental de création d'emplois communautaires.**	Évaluer, à la demande du Comité directeur, les réalisations du programme PECEC vis-à-vis de ses objectifs, fournir aux gestionnaires du programme une information cumulative sur les caractéristiques des projets et des participants, sur les emplois créés ainsi que sur le coût et le rendement de ce programme pour le gouvernement. Émettre des suggestions dans le but de rendre le programme plus fructueux.	Le rapport d'évaluation du PECEC pour la période d'octobre 1977 à mars 1981 a été complété en août 1981 et est intitulé «*Évaluation du programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC) — Octobre 1977 à mars 1981*». Le rapport fait état de la répartition régionale et sectorielle des projets et fournit aussi des renseignements sur certaines caractéristiques des projets abandonnés. Il spécifie la nature et le degré de permanence des emplois créés. Il dégage aussi les retombées économiques du programme par rapport aux ressources qui y sont consacrées. Un nouveau rapport est en préparation pour juillet 1982. En plus de mettre à jour les analyses effectuées dans le rapport précédent, il proposera une évaluation des impacts sociaux et examinera un échantillon des projets refusés.

Titre du projet	Objectifs	Activités
8.- **Composition du portefeuille des Québécois à haut revenu.**	Étudier le comportement des ménages à revenu élevé en matière d'avoirs financiers, de choix des placements effectués et de fréquentation des institutions financières.	Le rapport «*Étude sur le comportement financier des ménages à haut revenu dans la région de Montréal*» couvre les aspects suivants: la taille et la composition du portefeuille d'avoirs financiers, la proportion des avoirs investie au Québec et la fréquentation des institutions financières. Présentant d'abord les caractéristiques de l'échantillon et le cadre d'analyse des données recueillies au moyen de l'enquête, le rapport précise ensuite les facteurs déterminant le niveau des avoirs de la population concernée et le degré de risque associé à la composition de ces avoirs investis au Québec par les ménages à revenus élevés et les modalités du recours de ces ménages aux services des institutions financières.
9.- **Le partage du travail.**	Examiner divers mécanismes permettant de partager le travail entre un plus grand nombre de travailleurs, comme moyens de réduire l'écart prévisible entre les emplois et la main-d'oeuvre au cours des années '80.	Une étude exploratoire a été effectuée et comportait les aspects suivants: — rappel des prévisions récentes relativement à l'évolution de la main-d'oeuvre et des emplois au cours des années '80; — identification des divers mécanismes ayant pour effet de partager le travail dans une perspective de réduction du chômage à long terme; — examen de l'évolution de la durée du travail au Québec ainsi que des principaux facteurs socio-économiques qui l'influencent, dont les négociations patronales-syndicales et les interventions gouvernementales s'y rapportant; — examen des avantages et inconvénients observés dans d'autres pays lors de programmes visant à partager le travail.

Titre du projet	Objectifs	Activités
10.- **Développement du modèle économétrique de l'OPDQ.**	Continuer la mise au point du modèle d'analyse structurelle et de prévision à moyen terme de l'économie du Québec afin de permettre la production de scénarios de perspectives économiques à moyen terme et de rendre possible la simulation de l'impact direct et indirect de mesures gouvernementales ou de chocs sur l'économie.	L'essentiel des travaux a consisté à mettre au point une version monorégionale d'analyse d'impacts du modèle, à mettre à jour la documentation technique du modèle et à effectuer des développements spécifiques de certains blocs du modèle, notamment: le marché du travail, la consommation des ménages, les dépenses des administrations publiques.
11.- **Réalisation d'études d'impact.**	Mesurer les effets anticipés sur l'économie de projets envisagés ou hypothétiques, pour dégager les changements qui en résulteraient sur l'emploi, les revenus, la consommation, etc.	Deux études d'impact ont été réalisées. L'une, sur des variantes hydroélectriques du projet Archipel, a permis l'utilisation en conjonction du modèle économétrique de l'OPDQ et du modèle intersectoriel du BSQ. L'autre, qui doit être terminée à l'automne, porte sur les incidences de changements hypothétiques au régime des rentes du Québec.
12.- **Étude de la mise au point d'un modèle économico-social du Québec.**	Doter le gouvernement québécois d'un instrument économétrique susceptible d'améliorer la capacité d'analyse et de mesure de l'incidence sur les conditions socio-économiques des différentes politiques gouvernementales et de l'impact de celles-ci sur la répartition des revenus et de l'emploi.	Une étude comparative des modèles dits de répartition qui existent déjà ou qui sont en voie d'élaboration a été effectuée et des spécialistes étrangers de l'Institut national de Statistiques et d'Études économiques de France (INSEE) et de l'Université Johns Hopkins, impliqués dans la réalisation de tels travaux, ont été consultés. Ces spécialistes ont fourni des avis écrits sur la question qui ont permis de dégager des avenues pour l'élargissement du modèle économétrique d'équilibre général de l'économie du Québec déjà en opération à l'OPDQ, en vue d'en faire un modèle de type économico-social. Une synthèse de ces travaux a été présentée dans le rapport *«Bilan des travaux exploratoires sur les possibilités de développer de nouveaux instruments d'analyse, de simulation et de prévision portant sur les emplois et les revenus»*.

Titre du projet	Objectifs	Activités
13.- **Vers un système d'indicateurs du développement du Québec.**	Mettre au point un ensemble de séries de données statistiques significatives et bien articulées afin d'obtenir une vue synthétique du développement du Québec dans ses aspects économique, social et culturel.	— Inventaire de la littérature scientifique relative aux indicateurs sociaux et de développement, et synthèse des orientations méthodologiques; — définition d'un système d'indicateurs axé sur les besoins des individus et s'inscrivant dans une perspective de développement; — analyse des concepts et des manifestations mesurables portant sur les composantes majeures des systèmes de santé, d'éducation, du travail, des capacités acquisitives, de production, d'environnement physique et de sécurité; — repérage, analyse et présentation de données statistiques correspondant aux spécifications du système et permettant une description synthétique de l'état du développement du Québec, avec comparaisons internationales; — dégagement d'un certain nombre d'indications pour le développement de l'appareil statistique québécois.

Titre du projet	Objectifs	Activités
14.- **Pour un véritable système d'information statistique au gouvernement du Québec.**	En regard des besoins des utilisateurs centraux, comme les secrétariats des ministres d'État et l'OPDQ, examiner les fonctions horizontales du système statistique québécois, en particulier celles qui permettent l'intégration et la circulation de l'information, et formuler des suggestions pour en améliorer l'efficacité.	— Analyse de certains problèmes de coordination, particulièrement pour l'exploitation des données administratives; — examen des fonctions directement reliées à l'intégration et à la circulation de l'information statistique: normalisation, documentation, repérage, diffusion, protection des droits des individus et des entreprises, problèmes des fournisseurs; — examen de la situation du Bureau de la statistique du Québec (B.S.Q.) aux plans juridique et administratif; — revue des activités du B.S.Q. aux niveaux de la collecte, de l'intégration, de l'assistance technique, de la normalisation, de la recherche; — regard sur les relations du B.S.Q. avec les autres organismes du gouvernement du Québec et les représentants du système canadien; — description sommaire d'un projet de système statistique québécois, composé d'une agence centrale et des unités statistiques ministérielles.

Titre du projet	Objectifs	Activités
15.- **Le capital-actions de la Société québécoise de développement des industries de la culture et des communications (SODICC).**	Se basant sur l'expérience de la SODICC en tant que banquier du secteur culturel et sur des projets spécifiques qu'elle souhaite réaliser à court et moyen terme, élaborer un dossier technique sur l'évolution souhaitable de son capital-actions et de son pouvoir d'emprunt.	À la demande de la SODICC, la Direction générale de la planification a assigné à un de ses cadres la réalisation de ce projet. Cette réalisation s'est faite sur plusieurs mois en étroite collaboration avec la SODICC et le ministère des Affaires culturelles. Enfin, ce projet a permis l'analyse des besoins financiers de la SODICC pour la réalisation des deux volets de son mandat: — d'une part son rôle de banquier auprès des entreprises culturelles — d'autre part son rôle de générateur de projets spécifiques visant à rentabiliser et à accroître la présence québécoise dans le domaine des industries culturelles québécoises.

b) Activité spéciale sur le développement du Saint-Laurent

L'OPDQ a entrepris, au mois d'août 1980, un projet de développement concerté du couloir du Saint-Laurent qui vise à mettre en valeur son potentiel industrialo-portuaire en même temps que son potentiel pour l'approvisionnement en eau des municipalités riveraines, pour les pêcheries commerciales, pour le tourisme, pour la récréation de plein air et pour la conservation de la faune.

Le projet vise une concertation de tous les intervenants: ministères, municipalités, organismes paragouvernementaux, industriels, transporteurs, etc. Pour ce qui est des volets commerce international et transports, la concertation s'est amorcée avec les États américains des Grands Lacs, l'Ontario et le ministère des Transports du Canada.

Le 6 juillet 1981, l'OPDQ a été mandaté par décret pour organiser à Québec un colloque international sur le système Grands Lacs — Saint-Laurent. Un comité directeur interministériel a été formé pour encadrer l'opération. Ce comité comprend des représentants du ministère des Transports, du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, du secrétariat au Développement économique et de l'OPDQ. Une équipe spéciale a aussi été mise en place au sein de l'Office.

Ce colloque doit faire le point sur le fonctionnement actuel du système: infrastructures, réglementations, trafics, et analyse des possibilités futures de développement. La clientèle privilégiée est d'abord et avant tout les usagers du système.

Étant à la recherche d'une concertation au niveau des sous-régions du système, un comité technique a été formé pour la préparation du programme et le choix des conférenciers. Faisaient partie de ce comité, des représentants du ministère des Transports de l'Ontario, de la direction du port du Superior au Wisconsin, du Conseil des ports nationaux et de l'OPDQ.

Parallèlement à la préparation de ce colloque, une équipe de chercheurs, en collaboration étroite avec tous les ministères québécois impliqués, prépare une stratégie de mise en valeur intégrée du couloir du Saint-Laurent au Québec.

Des contacts suivis ont été assurés auprès des principaux clients et intervenants du système: l'Association internationale des ports des Grands Lacs, l'Association nationale du charbon (Canada et États-Unis), le Federal Maritime Commission des États-Unis, les compagnies de transport maritime, etc. Les délégations du Québec à l'étranger collaborent également avec les organisateurs.

E.- Activités d'administration

La Direction générale de l'administration fournit tout le support administratif nécessaire aux autres directions générales de l'OPDQ. C'est ainsi qu'elle regroupe les activités de gestion, de ressources humaines et financières, ainsi que la gestion de projets diversifiés et bien spécifiques.

a) Gestion des ressources financières

En plus des fonctions de gestion financière et de conseil auprès de la direction de l'Office, ce service assure la gestion des services auxiliaires, tels la téléphonie, la réception, la photocopie, la fourniture et l'achat d'équipement de bureau et la gestion de l'aménagement des différents locaux répartis dans chacune des régions administratives du Québec.

Voici, pour 1981-1982, les principales réalisations découlant des mandats assumés par ce service.

— **Contrôle des budgets et des dépenses**

Ce service effectue le suivi de toutes les étapes d'élaboration des budgets annuels de l'Office, et participe à la défense des crédits en commission parlementaire. Il assure aussi les contrôles nécessaires aux autorisations préalables des dépenses et à l'application des règlements et directives en vigueur dans l'administration publique.

Il fournit également l'assistance technique à divers organismes subventionnés à même le budget de l'Office, tels les conseils régionaux de développement (CRD).

— **Perception et comptabilisation des revenus**

Dans le cadre des ententes Canada-Québec, le service est responsable:

1) de préparer les réclamations et d'obtenir les remboursements auprès du gouvernement du Canada;
2) d'assurer la coordination interministérielle auprès des directions financières et comptables des ministères maîtres d'oeuvre.

En ce qui a trait aux prêts consentis aux municipalités et autres organismes, ce service est responsable de la gestion et de la récupération de ces prêts.

C'est le Service des finances qui assure la comptabilisation et la perception des revenus et recettes de l'Office. Il doit produire mensuellement au contrôleur des finances les rapports concernant les revenus et recettes de l'Office.

— **Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC)**

Le Service des finances assume la coordination et l'administration des fonds alloués à ce programme. Il contribue notamment à la bonne marche de la coordination financière et budgétaire à partir des procédures administratives prévues à cette fin. Dans ce cadre, le service assure l'administration des onze (11) comptes de banque en fiducie dans toutes les régions du Québec. Ces comptes ont reçu un fonds de roulement de cent cinquante mille dollars (150 000 $) chacun. Au 31 mars 1982, et ce, depuis sa création, 840 projets pour une somme de 53,4 M $ ont été approuvés à titre de subventions aux promoteurs. Le directeur des finances, vice-président exécutif de ce programme, ainsi que le coordonnateur financier du PECEC sont membres du comité-directeur de ce programme, lequel comité doit approuver des projets entraînant des subventions de 75 000 $ et plus.

b) Gestion des ressources humaines

Les responsabilités du Service du personnel couvrent tous les éléments reliés à la gestion des ressources humaines de l'OPDQ. Que ce soit en matière de politiques, de planification ou de participation à divers programmes de ressources humaines, le Service du personnel doit miser sur les mesures appropriées et mettre de l'avant les interventions requises en regard des objectifs internes de l'OPDQ et de réglementations en vigueur. Conséquemment, le Service du personnel se voit assigner les rôles suivants:

— Permettre à l'OPDQ de disposer de ressources humaines compétentes et s'assurer que la classification de chaque employé(e) soit conforme aux tâches accomplies.

— Conseiller et assister les gestionnaires dans le recrutement et la gestion courante de leurs effectifs.

— Informer le personnel sur les questions de cheminement de carrière et les avantages divers et leur fournir le soutien nécessaire en vertu des réglementations en vigueur.

— Favoriser auprès des employés(es) l'acquisition de connaissances et d'expérience utiles à leur carrière et en adéquation avec les objectifs de l'OPDQ.

— Collaborer avec les organismes centraux et les autres ministères sur tous les sujets touchant la gestion des ressources humaines.

Les activités en 1982

Une somme importante des activités du Service du personnel se retrouve à la rubrique «activités régulières». Comme il serait fastidieux d'énumérer chacune des transactions qu'impliquent ces activités, voici un résumé:

Activités (1981-82)	Hommes	Femmes	Total
Affectation	6	4	10
Avancement d'échelon	29	57	86
Mutation (arrivée)	10	10	20
Mutation (départ)	13	8	21
Promotion	3	2	5
Recrutement	6	1	7
Pré-retraite	—	1	1
Retraite	4	—	4
Embauche occasionnelle OPDQ	31	65	96
Embauche occasionnelle PECEC*	27	20	47
Désignation	5	—	5
Démission	—	1	1

*Le Service du personnel assure la gestion du personnel embauché pour le Programme expérimental de création d'emplois communautaires.

Par ailleurs, plusieurs activités du service sont désignées: «activités de développement». Aussi nombreuses que variées, ces activités couvrent des éléments de politique et de formation reliés au développement des ressources humaines.

Ainsi, le service a élaboré et veillé à l'application du plan d'action pour l'égalité en emploi des personnes handicapées. L'OPDQ utilise déjà un instrument de sensibilisation mis au point par le Service du personnel en collaboration avec le Service des communications.

D'autre part, le comité responsable de l'égalité en emploi des femmes a sollicité le Service du personnel à quelques reprises afin de se voir remettre les dossiers nécessaires à la poursuite de ses travaux, notamment au sujet de la progression de la carrière et des mesures d'attraction à des postes de cadres.

Toujours à propos de développement, le Service du personnel a élaboré et mis en place une politique d'accueil pour les nouveaux employés(es). En place depuis l'automne, une trentaine d'employés(es) permanents et occasionnels ont déjà profité de cette politique.

L'OPDQ, dans les domaines de la formation et du perfectionnement, a réalisé 96% de son plan de développement des ressources humaines. Cette réalisation se répartit comme suit: 304 jours/personnes internes et 571 jours/personnes externes. Près de 160 personnes ont participé à onze sessions internes offertes par le Service du personnel.

c) Gestion des projets spéciaux

Le Service des projets spéciaux assure la gestion de projets particuliers et diversifiés. À ce sujet, une équipe expérimentée et mobile peut formuler des avis sur des sujets variés.

Le service a la responsabilité de tous les projets de développement de la région Nord du Québec sous l'éclairage de ses particularismes régionaux: éloignement, isolement, ethnies différentes, langues d'usage, etc.

En bref, voici un aperçu des plus importants dossiers traités:

— Document-synthèse sur le Nord du Québec (PRONOBEC)

Cette recherche a été réalisée en collaboration avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) et les différents centres de recherches nordiques. Une version revue et corrigée de même qu'une cartographie mise à jour est en voie de réalisation. La documentation qui accompagne cette étude est composée de 26 dossiers sectoriels et d'une annexe bibliographique de plus de 7 000 références.

Entente auxiliaire sur la modernisation de l'industrie des pâtes et papiers

La co-présidence du comité-directeur de cette entente auxiliaire de 240 millions de dollars fut confiée jusqu'en décembre 1981 au directeur du Service des projets spéciaux. La Direction générale des ententes assumait le secrétariat.

Collaboration avec le PECEC

Le service a complété plusieurs mandats du comité directeur du PECEC, soit en lui fournissant des avis sur des projets, soit en menant une étude associée au programme ou enfin, en agissant à titre de conseiller auprès d'entreprises subventionnées.

Économie simple

Le service a préparé une grille d'analyse pouvant mesurer la situation socio-économique de milieux à économie simple. Cette grille fit l'objet d'une expérience sur le terrain au sein de municipalités répondant aux types de clientèles visées. Au terme de ces essais, une synthèse a été soumise à la régie de l'Office.

Coopération et association des gens d'affaires du Québec

Afin d'assurer une présence de l'Office auprès du monde de la coopération et auprès des gens d'affaires du Québec, le service a établi des relations soutenues avec ces groupes.

Guide touristique et Atlas du Québec

Des mémoires furent soumis afin d'analyser l'hypothèse de confectionner respectivement un guide touristique québécois et un Atlas du Québec. Le premier projet fit l'objet, à l'automne 1981, d'une mission technique en France, plus particulièrement auprès de la Société Michelin.

Formation

En collaboration avec le Service du personnel, deux (2) membres du Service des projets spéciaux ont participé à l'élaboration de cours en gestion de projets et en gestion du temps. Ces mêmes personnes ont été les animateurs de ces sessions de formation qui ont eu lieu en cours d'année.

F.- Activités de consultation et de communication

Le Secrétariat général coordonne les interventions de l'OPDQ avec les agents tant ministériels que privés. Il a la responsabilité du Service de la consultation qui assure le lien auprès des organismes volontaires, tels les Conseils régionaux de développement associés du Québec (CRDAQ).

Le Service des communications et les Services, tels la cartographie, la bibliothèque, la documentation et la messagerie sont aussi sous la responsabilité du Secrétariat général.

a) Activités de consultation

Pour l'exercice de la consultation et de la concertation régionales, l'OPDQ a établi avec les Conseils régionaux de développement associés du Québec (CRDAQ) un protocole d'entente dont les termes ont été renégociés durant la dernière année.

Les CRD sont des organismes volontaires regroupant dans chacune des régions administratives du Québec différents représentants du milieu régional (chambres de commerce, industries, syndicats, municipalités, conseils sectoriels, etc.). L'objectif premier des CRD est de promouvoir le développement régional par la consultation et la concertation entre des agents de développement des régions. Les membres participent au financement des CRD. L'OPDQ a versé à ces CRD un peu plus de 2,2 millions $ en 1981 dont 250 000 $ au Fonds d'initiative à la concertation (FIC) puisés au budget du Fonds de développement régional.

Les conditions minimales d'accréditation et d'admissibilité aux subventions de l'OPDQ sont notamment le respect des territoires des régions administratives, la représentativité

sectorielle et territoriale des principaux organismes du milieu et un minimum de 10% d'autofinancement.

En vertu du protocole, le régime de subventions de base est demeuré le même qu'en 1980-1981. Par contre, une subvention additionnelle a été rendue disponible grâce à la création sur une base expérimentale d'un fonds d'initiatives à la concertation (FIC). Les principaux objectifs poursuivis par la création de ce FIC sont d'améliorer la portée et l'efficacité de la concertation en terme de développement, de servir de démarreur dans des projets innovateurs dont la maîtrise d'oeuvre relève des agents de développement du milieu et de donner une plus grande visibilité à la participation financière du milieu.

L'OPDQ s'est engagé pour sa part à contribuer au Fonds d'initiatives à la concertation pour un montant global de 250 000 $ et selon les dispositions suivantes:

— 1 $ de subvention pour chaque 1 $ de participation financière du milieu jusqu'à concurrence de 25 000 $ par CRD. Tout solde non octroyé du 250 000 $ sera de nouveau réparti entre les CRD qui ont dépassé 25 000 $ de participation financière du milieu. Cette répartition ne pourrait cependant dépasser 50 000 $ pour tout CRD.

Une clause du protocole prévoit la réévaluation de ce dernier et du fonctionnement du FIC à la fin de l'année financière 1981-1982.

b) Les communications

Le Service des communications de l'OPDQ est composé de quatre secteurs distincts: l'information, documentation-messagerie, bibliothèque et cartographie. Le mandat général du Service des communications et étroitement lié à la mission de l'Office. Les vocations du service sont les suivantes:

— assurer une assistance technique et un rôle-conseil auprès des Directions générales de l'OPDQ;

— proposer et mettre de l'avant, par une coordination constante, des plans de communications touchant les programmes de l'OPDQ: le développement régional, les ententes Canada-Québec, les études et recherches;

— superviser dans son ensemble les travaux d'impression et d'édition de l'Office en participant aux comités de lecture des diverses directions, en proposant et en guidant les concepts de graphisme ou de design;

— assurer le contrôle de la qualité des textes et en surveiller les normes internationales en vigueur (système métrique et autres);

— élaborer et proposer des programmes d'information, de communications et de sensibilisation des divers publics de l'OPDQ.

Activités:

1- Développement-Québec

La revue Développement-Québec est publiée depuis 1973. Cette publication mensuelle a fait l'objet d'une réévaluation complète de son tirage, de son contenu, de son impact en milieu régional. Au cours de la dernière année, le Service des communications a procédé à une analyse rigoureuse des résultats de ce sondage spécialisé en milieu d'édition. De ces analyses ont émergé un certain nombre de recommandations qui ont mené à la suspension temporaire de la revue. Les décisions qui permettront une nouvelle articulation de la revue Développement-Québec se conformeront également aux nouvelles normes du Conseil du Trésor en matière de publication gouvernementale et tiendront compte des recommandations de l'étude.

2- Édition

Le Service des communications a participé à l'élaboration des divers rapports publiés par l'OPDQ. Des étapes précises précèdent une

telle publication: comité de lecture, mise en forme des rapports, élaboration graphique et conception visuelle, composition et impression.

3- Traitement de texte

Le Service des communications a étudié diverses avenues qu'offre l'utilisation de l'ordinateur dans les activités de communications de l'OPDQ. Ainsi, à l'aide d'un système d'édition et de traitement de mots, le Service des communications par le biais d'interface peut recourir plus rapidement à la photocomposition de textes. La publication de rapports complexes se trouve ainsi facilitée par la réduction d'étapes en matière d'édition et d'impression.

4- Ententes Canada-Québec

La responsabilité du Service des communications est mise à contribution lors de cérémonies présidant la signature d'ententes Canada-Québec. Le Service des communications voit notamment à l'organisation et à la fourniture logistique nécessaire à ces conférences de presse. Il assure la liaison entre la presse et l'OPDQ. Il est également le trait d'union entre le ministère de l'Expansion économique et régionale, les ministères sectoriels et l'OPDQ lorsqu'interviennent des activités de communications.

5- Colloque sur le système Grands Lacs — Saint-Laurent

Dans le cadre du colloque portant sur le système Grands Lacs-Saint-Laurent, le Service des communications a fourni une aide technique et un rôle-conseil pour toutes les activités de communications et les questions de fournitures logistiques. Ainsi, le Service des communications a mis de l'avant un programme d'invitations personnalisées aux divers usagers du Saint-Laurent, a conçu une publicité institutionnelle en deux phases pour les médias de langue française et de langue anglaise tant du Québec que de l'étranger, a contribué à la réalisation de deux diaporamas dont les thèmes sont: «Le Saint-Laurent, pour une action concertée» et «Le Saint-Laurent, voie de l'avenir». De plus, le Service des communications s'est vu confier la responsabilité générale de l'organisation et de la conception d'un Salon d'exposition dont le thème central est le Saint-Laurent. Ce salon dont l'admission était gratuite a pu offrir à sa clientèle divers aspects vocationnels du Saint-Laurent: économique, industriel, commercial, social, communautaire.

6- Le renseignement

Le Service des communications a la responsabilité d'assurer auprès des clientèles de l'OPDQ les réponses et le suivi des commandes. À cette fin, le Service de la distribution garde en inventaire l'ensemble des publications de l'OPDQ et achemine par voie postale ou autre les documents sollicités par le public.* De plus, le Service de la distribution répond aux appels téléphoniques et coordonne la livraison mensuelle de la revue Développement-Québec.

* À l'exception des publications en vente chez l'Éditeur officiel.

G.- Budget

L'Office de planification et de développement du Québec était responsable de l'administration d'un budget de plus de 51,0 M $ soit les programmes 04, 05 et 06 du ministère du Conseil exécutif.

À cette somme s'ajoute un montant de 228,5 M $ réparti comme suit:

— 213,5 M $ inscrits dans les ministères maîtres d'oeuvre et afférents aux projets de développement régional relatifs aux ententes auxiliaires Canada-Québec.

— 15,0 M $ transférés à l'Office par le ministère du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu dans le cadre du Programme expérimental de créations d'emplois communautaires (PECEC).

Les tableaux qui suivent ont été conçus selon la structure budgétaire de l'Office et sont comparatifs avec l'année financière 1980-1981.

A.- Répartition du budget par programme, élément et maître d'oeuvre (en milliers de $)	1981-1982	1980-1981
Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional		
— Ce programme vise à favoriser la concertation entre ministères et divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.		
04 — Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	55 128,5*	48 996,5
01 — Fonds de développement régional (Incluant pour le programme PECEC une somme de 17 500 $ pour 1981-82 et 24 650 $ pour 1980-81)	100,0	100,0
02 — Provision pour augmenter tout crédit		
Total Programme 04	**55 228,5**	**49 096,5**
Planification économique et régionale, consultation et administration de l'OPDQ		
— Ce programme vise à élaborer des dossiers de planification en matière économique et régionale. Il vise également à coordonner et diriger les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'OPDQ, tout en y associant les organismes consultatifs.		
05 — Planification économique et régionale, consultation et administration de l'OPDQ	600,0	875,1
01 — Travaux de planification	1 935,1	1 935,1
02 — Aide à la consultation	7 856,0	7 178,6
03 — Direction et soutien administratif		
Total Programme 05	**10 391,1**	**9 988,8**

*Ce montant inclut des crédits de 15 M $ transférés du MTMSR et un montant de 2,5 M $ pour le budget supplémentaire du programme PECEC.

Consultation des agents socio-économiques		
— Ce programme vise à fournir à l'OPDQ des avis en matière de développement socio-économique et régional		
06 — Fonctionnement et capital	454,7	438,1
Total Programme 06	**454,7**	**438,1**
Total (OPDQ): Programmes 04, 05 et 06	**66 074,3**	**59 523,4**
Crédits inscrits dans les ministères maîtres d'oeuvre et afférents aux projets de développement régional (OPDQ) dans le cadre des ententes Canada-Québec	**213 529,8**	**205 471,0**
Grand total (OPDQ et ministères maîtres d'oeuvre)	**279 604,1**	**264 994,4**

B.- Répartition du budget par programme, élément et maître d'oeuvre (en milliers de $)

Ministères	**1981-1982**	**1980-1981**
Affaires culturelles	5 510,0	4 821,0
Affaires municipales	8 834,4	9 500,0
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	20 400,0	20 400,0
Énergie et Ressources	93 200,0	68 900,0
Environnement	23 831,4	21 300,0
Industrie, Commerce et Tourisme	17 500,0	14 450,0
Loisir, Chasse et Pêche	7 754,0	11 000,0
Transports	36 500,0	55 100,0
OPDQ (Conseil exécutif)	66 074,3*	59 523,4 *
Total	**279 604,1**	**264 994,4**

*Cette somme regroupe les programmes 04, 05 et 06 du Conseil exécutif

C.- Évolution des budgets bruts par groupe d'activités de 1977-1978 à 1981-1982 (en milliers de $)

Activités	**1977-78**	**1978-79**	**1979-80**	**1980-81**	**1981-82**
Ententes Canada-Québec	114 864,0	184 008,3	209 615,0	205 471,0	213 529,8
Programme expérimental de création d'emplois communautaires	—	13 000,0	16 500,0	24 650,0	17 500,0
Fonds de développement régional	19 700,0	31 182,3	38 292,0	24 346,5	37 628,5
Travaux de planification	1 522,8	1 444,7	1 425,0	875,1	600,0
Autres activités	6 791,7	7 300,1	8 551,4	9 651,8	10 345,8
Total	**142 878,5**	**236 935,4**	**274 383,4**	**264 994,4**	**279 604,1**

D.- Évolution des budgets et contribution fédérale par entente de 1977-1981 (en milliers de $)

Ententes		Budget brut	Contribution fédérale	Budget net
ARDA — Est-du-Québec, Zones spéciales				
(Aménagement rural et développement agricole)				
1977-1978	montant	12 934,0	6 574,4	6 359,6
	pourcentage	(100,0)	(50,8)	(49,2)
1978-1979	montant	1 108,3	962,7	145,6
	pourcentage	(100,0)	(86,9)	(13,1)
1979-1980	—	—	—	—
1980-1981	—	—	—	—
1981-1982	—	—	—	—
Entente-cadre				
1977-1978	montant	101 930,0	61 158,0	40 772,0
	pourcentage	(100,0)	(60,0)	(40,0)
1978-1979	montant	182 900,0	96 163,5	86 736,5
	pourcentage	(100,0)	(52,6)	(47,4)
1979-1980	montant	209 615,0	115 894,0	93 721,0
	pourcentage	(100,0)	(55,3)	(44,7)
1980-1981	montant	205 471,0	123 852,0	81 619,0
	pourcentage	(100,0)	(60,3)	(39,7)
1981-1982	montant	213 529,8	128 587,9	84 941,9
	pourcentage	(100,0)	(60,2)	(39,8)

E.- Répartition du budget par gouvernement et nature de dépenses 1981-1982 (en milliers de $)

Répartition par gouvernement et nature des dépenses	Québec			Canada			Total		
	Ordinaire	Immobilisation	Total	Ordinaire	Immobilisation	Total	Ordinaire	Immobilisation	Total
Entente-cadre	30 812,5	54 129,4	84 941,9	47 393,9	81 194,0	128 587,9	78 206,4	135 323,4	213 529,8
Programme expérimental de création d'emplois communautaires	17 500,0	—	17 500,0	—	—	—	17 500,0	—	17 500,0
Fonds de développement régional	30 537,3	7 091,2	37 628,5	—	—	—	30 537,3	7 091,2	37 628,5
Gestion interne et soutien de l'OPDQ	10 461,1	30,0	10 491,1	—	—	—	10 461,1	30,0	10 491,1
Consultation des agents socio-économiques	453,7	1,0	454,7	—	—	—	453,7	1,0	454,7
Total	**89 764,6**	**61 251,6**	**151 016,2**	**47 393,9**	**81 194,0**	**128 587,9**	**137 158,5**	**142 445,6**	**279 604,1**

Annexe

Publications de l'Office de planification et de développement du Québec

I. Collection Dossiers

Claude MONTMARQUETTE et François VAILLANCOURT. *La rémunération des cadres: une application aux sièges sociaux (comparaison Québec/Ontario/Alberta)*. Québec, 1978, 73 pages. (2,50 $)

OPDQ. *Les sièges sociaux et l'emploi au Québec: quelques statistiques partielles*. Québec, 1978, 64 pages (2,50 $)

OPDQ. *Politiques fédérales et économie du Québec, deuxième édition augmentée*. Québec, 1979, 73 pages. (2,50 $)

Monique FRAPPIER-DESROCHERS et Alison MORGAN. *L'impact des transferts sur la répartition des revenus au Québec, 1967-1975*. Québec, 1980, XXI, 95 pages. (2,50 $).

Luc NORMAND TELLIER. *Rentabilité de la Voie maritime du Saint-Laurent pour le Québec*. Québec, 1979, XV, 87 pages. (3,00 $)

Hervé GAUTHIER. *Effets économiques du ralentissement de la croissance de la population au Québec*. Québec, 1981, XXXVI, 187 pages. (6,95 $)

Rack BASTIEN, Gérald ROY et Odette HAMELIN. *Les coopératives au Québec: problématique et potentiel de développement*. Québec, 1981, XXVII, 151 pages. (5,95 $)

II. Collection Ententes

Entente-cadre de développement pour le Québec. 1974, 30 pages.

Ententes auxiliaires Canada-Québec:

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur le financement du plan d'expansion de la Société Sidbec 1974-1978*. 1974, 22 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement minéral 1975-1978*. 1976, 27 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur les études industrielles*, 1974, 21 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur l'accès aux ressources forestières 1974-1978*. 1974, 24 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur les infrastructures industrielles 1974-1983*. 1978, 24 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur les axes routiers prioritaires 1974-1978*, 1974, 24 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur le PICA*, 1974, 23 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement touristique 1978-1983*, 1978, 23 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur les équipements publics 1978-1980*, 1978, 20 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement forestier 1974-1984*, 1979, 23 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur l'implantation d'une usine de papier journal à Amos, 1980-1983*, 1980, 22 pages.

— *Entente auxiliaire Canada-Québec sur la Société Inter-Port de Québec, 1981-1984*, 1981, 23 pages.

III. Collection Études et Recherches

Donald BÉLIVEAU, Gérald D'AMBROISE, J.R. Brent RITCHIE. *Consultation de propriétaires dirigeants québécois sur les problèmes de la PME en région (régions 01, 02, 08 et 09)*, Université Laval, Faculté des

Sciences de l'Administration. Québec, 1978, 223 pages. (5,00 $)

Yvon JAURON et autres. *Filières de production et développement régional*. OPDQ, Québec, 1977, 253 pages. (5,00 $)

Hervé GAUTHIER. *Évolution démographique du Québec*. OPDQ, Québec, 1977, XXVI, 168 pages (5,00 $).

OPDQ. *Prospective socio-économique du Québec, 1ère étape, Sous-système écologique (1) Rapport synthèse*. Sous la direction de Pierre Dansereau et Kimon Vaiaskakis. Québec, 1978, x, 43 pages (1,25 $)

OPDQ. *Dossier technique (1.1) Diagnostics préliminaires*. Gamma. Québec, 1978, v, 117 pages. (2,50 $)

OPDQ. *Dossier technique (1.2) Aspects du développement*. Gamma. Québec, 1978, v, 86 pages. (2,50 $)

OPDQ. *Prospective socio-économique du Québec, 1ère étape, Sous-système économique (2) Rapport synthèse*. École des hautes études commerciales de Montréal. Rédigé par Roland Jouandet-Bernadat. Québec, 1974, 144 pages. (3,00 $)

OPDQ. *Dossier technique (2.1) Population, revenus et mode de vie*. Rédigé par Roland Jouandet-Bernadat, Alfred Cossette, Richard Beaumier et Daniel Gauthier. Québec, 1978, 134 pages. (2,75 $)

OPDQ. *Dossier technique (2.2) Les entreprises*. Rédigé par Roland Jouandet-Bernadat, Alfred Cossette et Richard Beaumier. Québec, 1978, 212 pages. (4,00 $)

OPDQ. *Dossier technique (2.3) L'entrepreneurship*. Rédigé par Jean-Marie Toulouse. Québec, 1978, 96 pages. (2,50 $)

OPDQ. *Dossier technique (2.4) Structures industrielles, les gouvernements et les syndicats*. Rédigé par Roland Jouandet-Bernadat, Alfred Cossette, Richard Beaumier et Jean Vézina. Québec, 1978, 132 pages. (2,50 $)

OPDQ. *Prospective socio-économique du Québec, 1ère étape, Sous-système extérieur (3) Rapport synthèse*. Gamma, sous la direction de Kimon Valaskakis. Québec, 1978, 121 pages. (2,50 $)

OPDQ. *Dossier technique (3.1) L'environnement international et le rôle du Québec dans la division du travail*. Rédigé par Kimon Valaskakis, A. Doyon, G. Moreau, C. Leroy, J.C. Smith, M. Benjiaya et A. Viacas. Québec, 1978, 276 pages (5,00 $)

OPDQ. *Dossier technique (3.2) L'environnement politique: les médias et l'environnement socio-culturel*. Rédigé par C. Lalande, D. Murphy, R. Tembeck et D. Mapstone. Québec, 1978, 110 pages (2,50 $)

OPDQ. *Prospective socio-économique du Québec, 1ère étape, Sous-système urbain et régional (4), Rapport synthèse*. Université du Québec à Montréal. Rédigé par Pierre Fréchette. Québec, 1978, 113 pages. (2,25 $)

OPDQ. *Dossier technique (4.1) Montréal: pôle de développement; l'homo urbanus: l'étalement urbain*. Rédigé par Joseph H. Chung, Marie Lavigne, Serge Carlos et Laurent Gratton. Québec, 1978, 179 pages. (3,25 $)

OPDQ. *Dossier technique (4.2) Mobilité interrégionale et évolution du système des transports*. Rédigé par Laurent Gratton, Michael Polis, Léo Pelletier et Pierre Fréchette. Québec, 1978, 318 pages (5,00 $)

OPDQ. *Prospective socio-économique du Québec, 1ère étape, Sous-système technologique (5.1). Rapport synthèse*. Groupe de prospective technologique de l'école polytechnique de Montréal, sous la direction de Roger-A. Blais. Québec, 1977, 234 pages. (5,00 $)

OPDQ. *Dossier technique (5.2) Évaluation technologique*. Rédigé par Laurent Amyot. Québec, 1978, 129 pages. (2,50 $)

OPDQ. *Dossier technique (5.3) Énergie*. Rédigé par Laurent Amyot. Québec, 1978, viii, 113 pages. (2,25 $)

OPDQ. *Dossier technique (5.4) Matériaux*. Rédigé par Michel Rigaud. Québec, 1978, vii, 239 pages. (4,75 $)

OPDQ. *Dossier technique (5.5) Mines*. Rédigé par Roger-A. Blais. Québec, 1978, vii, 53 pages. (1,50 $)

OPDQ. *Dossier technique (5.6) Pâtes et papiers*. Rédigé par Henri P. Schreider. Québec, 1978, vi, 69 pages. (1,50 $)

OPDQ. *Dossier technique (5.7) L'agro-alimentaire*. Rédigé par Laurent Villeneuve. Québec, 1978, vi, 63 pages. (1,50 $)

OPDQ. *Dossier technique (5.8) Transports*. Rédigé par Michael P. Polis, Québec, 1978, x, 101 pages. (2,00 $)

OPDQ. *Dossier technique (5.9) Santé*. Rédigé par Fernand-A. Roberge. Québec, 1978, vii, 66 pages. (1,50 $)

OPDQ. *Prospective socio-économique du Québec, 1ère étape, Sous-système des valeurs (6) Rapport synthèse*. INRS-URBANISATION. Rédigé par Daniel Latouche, Pierre-André Julien, Pierre Lamonde et Diane Poliquin-Bourassa. Québec, 1978, 118 pages. (2,50 $)

OPDQ. *Dossier technique: Valeurs et idéologies post-industrielles au Québec. Tome 1: Cadre théorique et contexte québécois*. INRS-URBANISATION. Rédigé par Daniel Latouche, Pierre-André Julien, Pierre Lamonde. Québec, 1978, vii, 133 pages. (2,50 $)

OPDQ. *Dossier technique: Valeurs et idéologies post-industrielles au Québec. Tome 2: Étude empirique de six secteurs*. INRS-URBANISATION. Rédigé par Daniel Latouche, Pierre-André Julien, Pierre Lamonde. Québec, 1978, xiv, 434 pages. (6,00 $)

IV. Collection Propositions de développement et d'aménagement

OPDQ. *Le couloir fluvial entre Montréal et le lac Saint-Pierre*. 1977, 74 pages.

OPDQ. *Le couloir fluvial entre Montréal et le lac Saint-Pierre*.

— *Dossier technique, tome 1*. 1977, XI, 32 pages.

— *Dossier technique, tome 2*. 1977, X, 165 pages.

— *Dossier technique, tome 3*. 1977, III, 21 pages.

— *Dossier technique, tome 4*. 1977, VI, 46 pages.

— *Dossier technique, tome 5*. 1977, XI, 159 pages.

— *Dossier technique, tome 6*. 1977, VII, 99 pages.

— *Dossier technique, tome 7*. 1977, VIII, 95 pages.

— *Dossier technique, tome 8*. Cartes.

V. Collection Schémas régionaux

A) Dossiers d'inventaire et d'analyse

MIC. *L'activité manufacturière régionale du Québec — rapport synthèse*. Frédian Agostini, J.F. Bouchard, Guy Poulin et Gilles Lévesque. Québec, 1978, 121 pages.

OPDQ. *Démographie régionale du Québec 1951-1976*. Michel Brault. Québec, 1978, XIII, 151 pages.

OPDQ. *L'espace rural de l'Estrie, région 05*. Bertaud Belzile, Robert Fortin, Claude Girard et Michel Simard. Québec, 1979, XI, 408 pages.

OPDQ. *L'espace rural de l'Outaouais, région 07*. Jean Mercier et Denise Beaulieu. Québec, 1979, XII, 266 pages.

OPDQ-BSQ. *Banque de données statistiques par bassin hydrographique*. Georges-Albert Tremblay, Gilles Turgeon, Jacques Lavigne, Rosaire Veuilleux et François Belzile. Québec, 1980, XI, 252 pages.

OPDQ. *L'industrie minière de la Côte-Nord, région 09*. Jacques R. Gagnon. Québec, 1980, XI, 90 pages.

OPDQ. *L'activité commerciale du Saguenay/Lac Saint-Jean, région 02*. Pierre GAUTHIER. Québec, 1981, XI, 164 pages.

OPDQ. *Activités du territoire privé de la Mauricie — Bois-Francs, région 04*. Québec, 1981, XVII, 261 pages.

B) Problématiques et orientations

OPDQ. *L'eau dans l'aménagement et le développement du territoire de la région de l'Estrie, région 05*. François Belzile, Jacques Lavigne et Rosaire Veilleux. Québec, 1979, XII, 134 pages.

OPDQ. *L'eau dans l'aménagement et le développement du territoire de la région de l'Ou-*

taouais, région 07. François Belzile, Jacques Lavigne et Rosaire Veilleux. Québec, 1979, XII, 122 pages.

OPDQ. *L'eau dans l'aménagement et le développement du territoire de la région de l'Abitibi/Témiscamingue, région 08*. François Belzile, Jacques Lavigne et Rosaire Veilleux. Québec, 1979, XII, 151 pages.

OPDQ. *Orientations de développement du Saguenay/Lac-Saint-Jean, région 02*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1978, X, 116 pages.

OPDQ. *Orientations de développement de la région de Québec, région 03*. Guy Poulin, Judith Mills et Jean Langevin. Québec, 1979, VIII, 81 pages.

OPDQ. *Orientations de développement de la Mauricie/Bois-Francs, région 04*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1978, XIII, 118 pages.

OPDQ. *Orientations de développement de l'Estrie, région 05*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1978, XI, 131 pages.

OPDQ. *Orientations de développement régional de Montréal, région 06*. Bryant McDonough et équipe. Québec, 1979, XVI, 268 pages.

OPDQ. *Orientations de développement de l'Abitibi-Témiscamingue, région 08*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1978, XV, 244 pages.

OPDQ. *Problématique de l'Est du Québec, région 01*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1978, XII, 276 pages.

OPDQ. *Problématique régionale du Saguenay/Lac-Saint-Jean, région 02*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1978, X, 158 pages.

OPDQ. *Problématique de la Mauricie/Bois-Francs, région 04*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1978, XXXIII, 204 pages.

OPDQ. *Problématique de l'Estrie, région 05*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1978, XVIII, 296 pages.

OPDQ. *Problématique de l'Outaouais, région 07*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1979, XVII, 180 pages.

OPDQ. *Problématique de l'Abitibi/Témiscamingue, région 08*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1978, XXII, 233 pages.

OPDQ. *Problématique de la Côte-Nord, région 09*. Lawrence Desrosiers et équipe. Québec, 1978, IX, 120 pages.

VI. Collection Dossiers techniques de la région de Montréal

Michel CAMUS, François DESROSIERS, Martial FAUTEUX, Pierre LABONTÉ, Louise ROY et André SAICANS. *Les études d'impact d'un réseau express de transport*. Montréal, 1980, XI, 268 pages.

Alfred COSSETTE. *Les potentiels économiques et la stratégie du développement industriel*. Montréal, 1980, IX, 108 pages.

Aldred COSSETTE. *Le secteur manufacturier, les investissements et la conjoncture*. Montréal, 1979, 75 pages.

Francine DUMONT et Pierre LABONTÉ. *Les équipements publics*. Montréal, 1979, 83 pages.

Francine DUMONT et Pierre LABONTÉ. *La récréation de plein air*. Montréal, 1980, X, 147 pages.

Martial FAUTEUX. *Hiérarchie tertiaire des villes*. Montréal, 1979, XII, 157 pages.

Martial FAUTEUX, Francine DUMONT, Pierre LABONTÉ et Michel VILLENEUVE. *L'espace montréalais: éléments d'urbanisation*. Montréal, 1980, VIII, 114 pages.

Martial FAUTEUX. *La mobilité résidentielle*. Montréal, 1980, XIII, 95 pages.

Martial FAUTEUX. *Le système urbain*. Montréal, 1979, X, 50 pages.

Martial FAUTEUX. *Les revenus*. Montréal, 1979, XIII, 125 pages.

Otto GRUNBERG. *La structure économique du secteur agricole 1961-1971*. Montréal, 1979, IX, 144 pages.

Otto GRUNBERG, François DESROSIERS. *Les flux de travail*. Montréal, 1979, XII, 122 pages.

Otto GRUNBERG, François DESROSIERS. *Croissance et structure économique, 1961-1971*. Montréal, 1979, XIV, 291 pages.

Otto GRUNBERG, Francine DESROSIERS. *Problématique et synthèse de l'économie régionale*. Montréal, 1980, X, 81 pages.

Guy MARCIL. *L'activité agricole*. Montréal, 1979, XI, 44 pages.

Bryant MCDONOUGH. *Commerce international et structure industrielle*. Montréal, 1979, XI, 59 pages.

Madeleine PERREAULT. *Analyse de la situation du logement et du développement résidentiel*. Montréal, 1979, XI, 68 pages.

André SAICANS. *Réflexion sur l'élaboration d'une stratégie de développement manufacturier*. Montréal, 1979, VIII, 35 pages.

Lucienne SROGOSZ-DESJARDINS. *Le réseau hospitalier*. Montréal, 1979, XIV, 116 pages.

André TRUDEAU. *L'emprise étrangère sur le développement*. Montréal, 1979, XI, 99 pages.

VII. Hors Collection

OPDQ. *Développement de la villégiature — Charlevoix*. Gaston Ouellet, Jacques Tessier, Judith Mill, Québec, 1979, XV, 293 pages.

OPDQ-MCCIF-CCQ. *Profil du mouvement coopératif au Québec (sommaire)*. Claude P. Côté, Viateur Gagnon et Louis-Georges Gervais. Québec, 1980, VII, 73 pages.

OPDQ. *L'avenir de la région de Montréal*. Montréal, 1979, 36 pages.

OPDQ. *L'eau et l'aménagement du territoire*. Guy Lemieux, François Belzile, Jacques Lavigne et Rosaire Veilleux. Québec, 1980, 234 pages. (12,00 $)

OPDQ. *L'Est du Québec: d'hier à aujourd'hui*. Jean-Claude Grégoire. Québec, 1980, XII, 248 pages.

OPDQ-INRS-URBANISATION. *Pour développer l'achat régional: étude des flux de liens et de services dans la région de l'Outaouais*. Québec, 1979, V, 122 pages.

OPDQ-ASSOCIATION DES INGÉNIEURS-CONSEILS DU QUÉBEC. *Les activités des sociétés Québécoises de génie-conseil et leurs effets d'entraînement*. Québec, 1981, XVIII, 158 pages.

OPDQ — *La décennie 80: perspectives de l'économie québécoise*. Québec, 1981, XVII, 117 pages.

OPDQ — *Étude sur le comportement financier des ménages à haut revenu dans la région de Montréal*. André Beauchemin et Luc Lamontagne. Québec, 1981, XI, 146 pages.

Note: Les prix entre parenthèses indiquent que la publication est disponible chez l'Éditeur officiel.